



AXA Bank Belgium fait partie
du Groupe Crelan



REGLEMENT DES SERVICES D'INVESTISSEMENT Annexe 9 au Règlement général des opérations

13/06/2022

Ce règlement régit les droits et obligations du client et de la Banque dans le cadre des services et activités d'investissement ainsi que des services auxiliaires (ci-après dénommés "services d'investissement") relatifs aux instruments financiers. Ces dispositions font partie des annexes au Règlement Général des Opérations d'AXA Bank Belgium, ci-après dénommée "la Banque". Les clauses du Règlement général des opérations et autres annexes en vigueur sont par conséquent intégralement d'application, sauf disposition contraire dans ce règlement.

Lors de l'ouverture d'un compte-titres, [d'un compte coopérateur][modifié le 13 juin 2022] ou d'un compte d'épargne-pension, le client reçoit un exemplaire de ce règlement et du résumé de la politique d'exécution (annexé à ce règlement) et donne son accord explicite sur le contenu de celui-ci par la signature du(des) document(s) d'ouverture du compte.

Le client qui possède également un accès au homebanking ou qui a activé la fonctionnalité mobile banking sur son appareil et qui veut ouvrir un compte-titres ou un compte d'épargne-pension ou introduire des ordres d'investissement par ce canal est par ailleurs lié par les dispositions applicables au règlement homebanking et mobile banking service. Ces règlements (et les modifications ultérieures) peuvent toujours être obtenus gratuitement à l'agence ou via le site de la Banque (www.axabank.be).

La Banque se réserve le droit de modifier des dispositions figurant dans ce règlement (y compris le résumé de la politique d'exécution en annexe). Les modifications significatives seront notifiées en temps utile par écrit au client, par exemple sous forme de message imprimé sur ou joint aux extraits de compte. Au demeurant, les dispositions de l'article 1.33 du Règlement général des opérations sont applicables.

On entend par "client" toute personne physique (faisant ou non partie d'une association de fait ou d'une indivision) ou morale pour laquelle la Banque exécute des services d'investissement.

La 1ère partie de ce règlement contient diverses dispositions générales portant sur la protection et l'information du client qui envisage d'effectuer une transaction dans un instrument financier.

La 2ème partie traite des droits et obligations contractuels de la Banque et du client dans le cadre de l'exécution directe et indirecte (= réception et transmission) des ordres, de l'encaissement d'un nombre très limité de titres au porteur, du dépôt et de la gestion de titres sur un compte-titres, un compte d'épargne-pension et un compte bons de caisse [et le suivi administratif des actions coopératives via le compte coopérateur.][modifié le 13 juin 2022].

La 3ème partie expose la politique de la Banque en matière de conflits d'intérêts lors de l'exécution de services d'investissement.

La 4ème partie informe le client des avantages que la Banque reçoit de tiers.

La 5ème partie traite des conditions et modalités complémentaires spécifiques relatives à l'ouverture d'un compte d'épargne-pension, aux versements effectués sur ce compte, aux transferts de parts d'un fonds d'épargne-pension vers un autre et aux ventes de parts d'un fonds d'épargne-pension.

La 6ème partie traite des conditions et modalités spécifiques relatives à l'ouverture, la modification et la résiliation d'un plan d'investissement.

La 7ème partie porte sur les dispositions spécifiques relatives aux bons de caisse émis par la Banque. Enfin, l'**annexe** à ce règlement donne un résumé de la politique de la Banque pour l'exécution et la transmission des ordres d'instruments financiers pour ses clients non professionnels.

PARTIE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1. : Informations générales sur la Banque et ses agents mandatés

[Le nom complet de la Banque est AXA Bank Belgium S.A., sise Boulevard Sylvain Dupuis 251 à 1070 Anderlecht, immatriculée à la Banque carrefour des entreprises sous le numéro BCE/TVA BE 0404 476 835, RPM Bruxelles, tél. : 03 286 66 00, courriel : contact@axa.be. Les contacts avec la Banque peuvent également passer par un agent mandaté.][modifié le 28 mars 2022]

La Banque est un établissement de crédit agréé de droit belge soumis à la surveillance prudentielle directe de la Banque Centrale Européenne (BCE) sise à Francfort www.ecb.europe.eu.

La surveillance de l'application des règles de conduite (directive MiFID), de même que la surveillance du marché et des produits, relèvent de la compétence de l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA), sise rue du Congrès 12-14 à 1000 Bruxelles, tél. 02 220 52 11, fax 02 220 52 75, www.fsma.be.

Les services d'investissement relatifs à des instruments financiers sont fournis par les canaux de distribution suivants :

- l'intermédiaire d'agents mandatés, qui agissent au nom de la Banque et pour son compte et qui sont inscrits dans le registre « agents en services bancaires et en services d'investissement » de la FSMA (ci-après désignés par agent(s))
- via homebanking
- via mobile banking. .

Le client communique avec la Banque en français, néerlandais, allemand ou anglais. La Banque se réserve toutefois le droit de mettre des documents à disposition du client et d'envoyer la correspondance

adressée au client dans la langue renseignée lors de l'établissement de la relation client et connue de ses systèmes, étant entendu que certaines communications et documents ne seront faits, envoyés ou mis à disposition uniquement en néerlandais ou en français.

Outre les dispositions spéciales de l'article 2.1.3 ayant trait au canal de distribution par lequel des ordres peuvent être données, les dispositions des articles 1.16 et 1.17 du Règlement général des opérations s'appliquent aux méthodes de communication utilisées.

Le client ou le client potentiel peut obtenir sans frais auprès d'un agent mandaté et/ou sur le site Internet de la Banque (www.axabank.be) les informations que celle-ci est tenue de lui communiquer dans le cadre de la prestation des services d'investissement.

Article 1.2. : Offre globale et offre conseillable d'instruments financiers par la Banque

Le client peut, selon l'offre du moment et selon le canal de distribution, acquérir auprès de la Banque les instruments financiers suivants :

- 1) parts d'organismes de placement collectif (OPC's) (SICAV, fonds communs de placement, fonds d'épargne-pension) ;
- 2) obligations (euro-obligations, obligations linéaires)
- 3) produits structurés (fonds et obligations structurés (notes)) ;
- 4) titres cotés en bourse;
- [5] actions coopératives avec avantages liés¹][modifié le 13 juin 2022]
- 6) bons d'Etat.

A l'exception des fonds d'épargne-pension et un nombre de Sicav's, les instruments financiers que le client peut acquérir avec conseil en investissements, comme repris dans l'article 1.6 de ce règlement, sont toujours limités aux instruments financiers émis et/ou promus/distribués par des émetteurs/gestionnaires qui ont des liens juridiques et/ou économiques étroits avec la Banque. Dans le droit financier, on parle dans ce cas de conseil en investissements non-indépendant. Le client ou le client potentiel peut obtenir des informations sur ce conseil en investissements via l'agent ou le site Internet de la Banque, www.axabank.be. Cette offre peut varier en fonction de la politique commerciale de la Banque.

Les "instruments financiers" précités sont également qualifiés de "titres" par la Banque, tant en interne que dans sa communication avec les clients.

Pour une description générale et détaillée de la nature et des risques de chaque catégorie de titres, la Banque fait référence aux "fiches explicatives" qu'elle fournit en temps utile et sans frais au client via son réseau d'agents bancaires, homebanking et mobile banking,

Pour une information spécifique, liée à un titre déterminé, la Banque réfère, selon le titre, vers les KIID's² et les brochures commerciales, fournies en temps utile au client via son réseau d'agents bancaires, homebanking et mobile banking.

[La Banque réfère également le client vers le prospectus en question pour ce qui concerne les actions coopératives, qui peut à tout moment être consulté sur le site web de la Banque www.axabank.be.][modifié le 13 juin 2022]

¹ Avantages sous certaines conditions comme décrit dans l'information du produit.

L'information générale et l'information spécifique liées au titre susmentionnées peuvent également être consultées sans frais et en permanence via le site Internet de la banque (www.axabank.be).

Art. 1.3. : Offre de services d'investissement liés aux titres

La Banque offre à ses clients les services liés aux titres suivants :

1. Services d'investissement :
 - réception et transmission d'ordres;
 - exécution d'ordres pour le compte de clients;
 - conseil en investissements non-indépendant avec approche de portefeuille : des conseils en investissements qui prennent en compte une approche de portefeuille
 - conseil en investissements non-indépendant sans approche de portefeuille avec services privilégiés
 - [conseil en investissements non-indépendant sans approche de portefeuille pour les souscriptions aux actions coopératives][modifié le 13 juin 2022]
 - conseil en investissements non-indépendant sans approche de portefeuille pour l'épargne-pension
2. Services auxiliaires :
 - encaissement d'un nombre très limité de titres au porteur ;
 - conservation et gestion de titres sur des comptes-titres, comptes d'épargne-pension et comptes bons de caisse.
 - [suivi administratif interne de l'inscription au registre des actionnaires auprès de l'émetteur des coopérants et leurs actions via le compte coopérateur, ouvert auprès de la Banque. Ce compte ne représente qu'un miroir de l'inscription directe effective auprès de l'émetteur.][modifié le 13 juin 2022]

Pour ces services au client, la Banque peut demander des frais et charges, dont les tarifs et/ou le mode de calcul sont précisés dans la liste des tarifs de la Banque.

La Banque ne propose pas de gestion de patrimoine ou n'octroie pas de prêt à ses clients en vue de financer des transactions en titres.

Article 1.4. : Relevé du total des frais et charges estimés, liés aux titres et aux services d'investissement

La Banque fournit au client via l'agent, via homebanking ou via mobile banking en temps utile une liste de tous les frais et charges estimés, liés aussi bien au service d'investissement qu'au titre, dans lequel il a l'intention d'investir.

Ces coûts totaux sont exprimés dans 1 montant et dans 1 pourcentage et sont basés sur des estimations raisonnables et fiables, partant toujours du même montant investi et d'une durée déterminée. Ce montant et ce pourcentage peuvent quelque peu différer des coûts réellement imputés (fluctuations de la valeur d'inventaire, modification de la fiscalité, ...).

Sur ce relevé, la Banque mentionne également :

² Key Investor Information Document : également appelé l'information d'investissement essentielle

- un montant et un pourcentage estimé des paiements et avantages qu'elle reçoit de tiers (voir partie 4 de ce règlement)
- une illustration qui reflète l'effet cumulatif de ces frais et charges sur le rendement.

Ce relevé peut également être consulté sans frais et en permanence. Le relevé des frais des fonds d'investissement de l'offre conseillable sont disponibles chez l'agent et sur www.axabank.be/fr/investir/aperçu-fonds-notes. Pour tous les autres titres, les relevés de frais font partie de la fiche explicative, disponible via www.axabank.be/fr/informations-juridiques.

De plus, le client peut, à sa demande explicite, réclamer un détail de ce relevé via Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

Article 1.5: Répartition des clients en catégories

La Banque considère tous les clients pour lesquels elle exécute des services d'investissement comme des clients non professionnels (ou clients retail) qui, en vertu du droit financier, bénéficient du degré de protection le plus élevé.

Le droit financier offre au client le droit de demander à la Banque d'être repris dans une autre catégorie avec un degré de protection moins élevé e.a. en matière de communication d'informations, évaluation du caractère approprié des investissements. La Banque fournit plus d'informations à la demande explicite du client, mais n'offrira pas au client la possibilité de choisir une autre catégorie que celle de client non-professionnel.

Article 1.6: Application du conseil en investissements non-indépendant

1.6.1. Dispositions générales

1.6.1.1. Evaluation de l'adéquation des transactions d'investissement

Sauf dans les cas prévus à l'article 1.7, la Banque, avant d'exécuter pour le client des transactions liées à des titres, fournira toujours à ce client des conseils relatifs à leur adéquation.

Le client a le choix entre plusieurs types de conseils en investissement, selon le titre :

- Conseil en investissements avec dimension portefeuille et suivi périodique (investir avec service - article 1.6.2.) ;
- Conseil en investissements sans dimension portefeuille et sans suivi périodique avec services Privilege (investir avec Privilege service - article 1.6.3.) ;
- [Conseil en investissements sans dimension portefeuille et sans suivi périodique du portefeuille pour les souscriptions en actions coopératives.
- Conseil en investissements sans dimension portefeuille et sans suivi périodique du portefeuille pour l'épargne-pension (1.6.4.)][modifié le 13 juin 2022]

Pour certains types de conseils en investissements, le client peut obtenir du conseil en investissements pour aussi bien des transactions d'investissement uniques que pour des transactions d'investissement récurrentes (dans des parts d'organismes de

placement collectif (OPC's) qui font partie d'un plan d'investissement (=achat fractionné), comme décrit davantage dans la partie 6 de ce règlement.

La Banque fournit seulement des conseils en investissement à des personnes physiques, associés ou non dans une association de fait ou une indivision et à toute personne morale, à qui la Banque donne du conseil en investissements, peu importe si cette personne a un compte auprès de la Banque ou non par le biais de l'agent.

[Par dérogation à ce qui précède, la Banque fournit uniquement des conseils pour des souscriptions en actions coopératives à des personnes physiques pour lesquelles un compte coopérateur est ouvert.][modifié le 13 juin 2022]

Afin de savoir si une transaction déterminée est adéquate pour le client, ce dernier devra répondre chez l'agent à diverses questions relatives à :

- sa situation financière, dont sa capacité à supporter des pertes ou à pouvoir faire face à des obligations financières à court terme
- sa connaissance des risques liés aux transactions en titres et
- son expérience en matière de placements/investissements.
- ses objectifs d'investissement, dont sa tolérance aux risques et son horizon d'investissement

Sur la base des réponses reçues, la Banque détermine :

- la réserve financière minimale en avoirs immédiatement disponibles que le client devrait au moins être en mesure de mettre de côté
- le montant maximal à investir
- le niveau de connaissance et d'expérience du client ou de la personne de référence indiquée par le client
- l'horizon d'investissement pour le(s) but(s) choisi(s)
- la tolérance au risque pour le(s) but(s) choisi(s). L'horizon d'investissement et la tolérance au risque déterminent le profil de risque ou la stratégie d'investissement du/des but(s) choisi(s). A la demande explicite du client, la Banque peut tenir compte d'une ou de stratégie(s) d'investissement plus prudente(s). La Banque conseillera également une stratégie d'investissement prudente si le client-entreprise a un ratio de solvabilité (plus) faible.

[Par dérogation à ce qui précède, les réponses aux questions concernant l'horizon d'investissement et la tolérance au risque en cas de conseil en investissements en actions coopératives déterminera directement si la souscription est adéquate pour le client, sans cependant déterminer une stratégie d'investissement et un portefeuille modèle qui l'accompagne.][modifié le 13 juin 2022]

La Banque conseille au client de toujours détenir une réserve de liquidités (= avoirs immédiatement disponibles) auprès de la Banque ou ailleurs. La réserve par client est déterminée sur base du patrimoine mobilier total et de sa capacité d'épargne mensuelle. Pour les entreprises, la Banque prend en compte les valeurs disponibles, les placements de trésorerie, les créances et les dettes à court terme. La réserve minimale possible pour le client personne physique a toutefois été fixée par la Banque à 10.000 euro. La réserve financière est nécessaire pour

pouvoir faire face à des pertes éventuelles découlant d'investissements non liquides ou à des dépenses imprévues.

La Banque ne donnera pas de conseil en investissements si :

- la situation financière du client ne le permet pas
- le client ou la personne de référence indiqué par le client n'a pas suffisamment de connaissances
- le client indique vouloir prendre aucun risque
- le client a un horizon d'investissement inférieur à 3 ans [(5 ans pour ce qui concerne les actions coopératives)][modifié le 13 juin 2022]
- les statuts du client-entreprise ne le permettent pas

Si le client ou la personne de référence indiqué par le client n'a pas assez d'expérience, la Banque lui offre la possibilité d'acquérir de l'expérience pour autant que la somme qu'il souhaite investir n'est pas supérieure à 15% de son montant maximal à investir et pour autant qu'il a suffisamment de connaissances, qu'il est disposé à prendre le risque et qu'il a un horizon d'investissement de plus de 3 ans.

[Par dérogation à ce qui précède, le client ou la personne de référence indiquée par le client qui n'a pas assez d'expérience en transactions d'actions coopératives, pourra investir en 242 actions au maximum et pour autant qu'il a suffisamment de connaissances, que le client est disposé à prendre le risque et qu'il a un horizon d'investissement d'au moins 5 ans. La Banque considère l'expérience du client comme étant entièrement acquise après le versement de dividendes la prochaine année calendrier. Avant cela, la Banque ne permet pas de nouvelles souscriptions en actions coopératives au client.][modifié le 13 juin 2022]

Aucun conseil en investissements n'est délivré dans homebanking ou mobile banking.

1.6.1.2. Communication d'informations par le client

La Banque s'appuie pour ses conseils en investissements sur les données fournies par le client au moment du conseil, à moins qu'elle ne sache de toute évidence, selon les renseignements déjà connus du client, que les renseignements que le client lui donne en répondant aux questions sont manifestement désuets, imprécis ou incomplets. Elle ne procède en principe à aucune vérification ni à aucun contrôle supplémentaire de l'authenticité des données fournies. Par conséquent, la Banque ne peut pas être tenue pour responsable des éventuelles conséquences négatives liées à la communication de ces renseignements désuets, imprécis ou incomplets.

Le client est informé par écrit via un support durable des objectifs du traitement de ses données personnelles dans ce cadre et des droits qu'il peut ainsi exercer en matière de ce traitement dès qu'il communique des données personnelles.

1.6.1.3. Conseils en investissements délivrés à des incapables (mineurs et majeurs incapables)

Si aucune disposition judiciaire explicite sur le mode d'investissement des fonds et instruments financiers de personnes incapables n'est soumise à la Banque, la Banque agira comme suit:

-s'il s'agit d'un mineur, la Banque proposera au maximum une stratégie d'investissement allant de très

prudente à équilibrée au maximum en fonction de la situation financière du mineur. Il est tenu compte du niveau de connaissance et d'expérience du parent/tuteur qui peut représenter le mineur légalement. [Des conseils en investissements à des mineurs ayant trait à des souscriptions en actions coopératives se limiteront à 1) des mineurs à partir de l'âge de 12 ans et 2) à 242 actions.][modifié le 13 juin 2022]

-s'il s'agit d'un majeur incapable, la Banque tiendra compte du niveau de connaissance et d'expérience de son(ses) administrateur(s). Il est tenu compte de la situation financière de l'incapable et de la stratégie d'investissement qui selon l'administrateur est jugée appropriée pour l'incapable, allant de très prudente à équilibrée au maximum.

1.6.1.4. Conseils en investissements prodigués à plusieurs personnes avec un portefeuille commun

Si des conseils en investissements sont fournis à plusieurs personnes qui ont un portefeuille commun, la situation financière de chaque titulaire du portefeuille sera examinée. Le montant maximal à investir du portefeuille est dans ce cas-ci égal au montant maximal à investir du titulaire avec le montant maximal à investir le plus bas multiplié avec le nombre de titulaires. Cette procédure est également d'application pour les usufruitiers et les nus-proprétaires. La situation financière des éventuels mandataires, qui ne sont pas (co)-titulaires, n'est pas prise en compte.

Moyennant l'accord de tous les titulaires (nu-proprétaires/usufruitiers), une personne de référence est indiquée, dont le niveau de connaissance et d'expérience sera défini. Cette personne de référence peut être un titulaire du portefeuille ou un tiers (mandataire).

Moyennant l'accord de tous les titulaires (nu-proprétaires/usufruitiers) un horizon d'investissement et une tolérance au risque par but d'investissement est déterminé.

[Le conseil en investissement à plusieurs personnes concernant des actions coopératives n'est pas possible. Dès lors, le conseil ne sera pas non plus donné aux clients qui veulent investir en actions coopératives, comme usufruitiers/nus-proprétaires][modifié le 13 juin 2022]

1.6.1.5. Conseils en investissements délivrés aux entreprises

Le conseil en investissements fourni au client-entreprise ne peut nullement être interprété comme un avis fiscal. Le client-entreprise est lui-même responsable de vérifier quelles sont les conséquences fiscales et comptables d'une décision d'investissement basée sur le conseil en investissements reçu.

1.6.1.6. Confirmation du conseil en investissements

La Banque confirme et motive son conseil en investissements par écrit. Le client n'est pas obligé de confirmer la/les transaction(s) conseillée(s) par le placement d'un ordre. Le conseil est uniquement valable à la date indiquée en haut du document qui confirme le conseil.

Si le client veut donner un ordre pour exécution, le client sera tenu de disposer d'un compte-titres et de signer un document destiné à la confirmation de cet

ordre. Le cas échéant, la Banque le mettra à sa disposition.

1.6.1.7. Rapport de l'entretien de conseil en investissements

L'agent rédige un rapport de chaque entretien d'investissement, reprenant e.a. les informations pertinentes relatives à la conversation même et à l'ordre(s) éventue(s) placé(s) par le client. Si le client souhaite en obtenir une copie, il doit prendre contact avec Customer Relations, AXA Bank, Grotesteeweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

1.6.1.8. Intégration des risques liés à la durabilité dans le conseil en investissements

La Banque a inclus dans son offre conseillable quelques instruments financiers qui respectent les critères en matière de durabilité définis par la réglementation européenne et qui promeuvent les caractéristiques ESG (environnement, social et gouvernance) et/ou de durabilité. Dans la mesure où ces instruments financiers sont adéquats pour le client au sens de l'article 4.1, ils peuvent faire partie du conseil de la Banque, que ce soit à la demande explicite du client ou non.

La Banque fournira également au client des informations-produit concernant le résultat de l'évaluation des incidences probables des risques en matière de durabilité sur le rendement des instruments financiers inclus de son offre conseillable.

La Banque sondera explicitement les préférences du client quant à des investissements durables, les intégrera de manière systématique dans ses conseils et en informera le client par une confirmation écrite dès que la réglementation financière (en cours d'élaboration) sera parfaitement claire à cet égard. Cela vaut également pour l'intégration dans le conseil en investissements du résultat des principaux effets négatifs sur les facteurs de durabilité. La Banque suit de près ces évolutions législatives.

1.6.1.9. Durée de validité des données du client

Le client s'engage à tenir la Banque au courant de modifications dans sa situation financière et/ou ses buts d'investissement et/ou sa connaissance et expérience, particulièrement quand il souhaite obtenir un nouveau conseil en investissements.

1.6.2. : Conseil en investissements avec dimension portefeuille et suivi périodique (investir avec service)

1.6.2.1. Description

En cas de conseil en investissements avec dimension portefeuille, la Banque lie à chaque stratégie d'investissement, comme définie à l'article 1.6.1.1. un portefeuille modèle avec une certaine répartition optimale parmi les différentes classes d'actifs (actions et produits similaires, obligations et produits similaires et alternatives). Ce portefeuille modèle est ensuite comparé au portefeuille actuel du client.

Le portefeuille du client est exclusivement composé d'avoirs au nom du client sur ce compte-titres concerné. Si le client fait partie d'une association de fait ou d'une indivision, seuls les avoirs inscrits au nom de l'association de fait/indivision feront partie du

portefeuille. Les produits inscrits uniquement au nom des membres individuels ne sont pas pris en compte.

Chaque instrument financier dans le portefeuille client est attribué à une classe d'actifs reprises ci-dessus.

Pour chaque portefeuille modèle, la Banque détermine la part que le client peut idéalement détenir par classe d'actifs

La valorisation des instruments financiers dans le portefeuille du client s'effectue sur base des valeurs les plus récentes qui sont fournies par des parties tierces au moment de la composition du portefeuille. Bien que les parties tierces soient très fiables, la Banque ne peut pas être tenue responsable si ceux-ci nous fournissent exceptionnellement des données fautives. La valeur de certains produits est en effet susceptible à des fluctuations (parfois très fréquentes).

La Banque conseille uniquement des transactions d'achat d'instruments financiers qui font partie de son offre conseillable, comme décrit à l'article 1.2. de ce règlement, qui permet au portefeuille actuel du client de rester plus en ligne avec le portefeuille modèle défini par la Banque.

Les conseils en investissements peuvent comprendre à la fois des conseils de vente et d'achat. Les ordres de vente relatifs à des instruments financiers dans le portefeuille du client, qui permettent au portefeuille actuel du client de se rapprocher du portefeuille modèle et dont le client a indiqué avoir suffisamment de connaissance font, le cas échéant, également partie des conseils. Un ordre de vente suivi d'un ordre d'achat sera également uniquement conseillé si la Banque a vérifié que les avantages liés à ces transactions, tels la répartition du portefeuille sur le plan du type d'instrument et/ou la classe d'actifs, les besoins spécifiques et préférences du client et modifications des caractéristiques du produit, priment sur les frais qui l'accompagnent.

Toutefois, la Banque ne fournit pas de conseils en investissements relatifs à des ordres de vente pour les instruments financiers suivants : bons de caisse, certificats immobiliers, actions dans des sociétés immobilières réglementées (SIR) et droits listés. Les ordres au cours limite et les ordres stop, tels repris à l'article 2.1.7. ne peuvent pas être réalisés dans le cadre de conseils en investissements. Les ordres (de vente) sur des titres cotés en Bourse seront exécutés dans les limites des conseils en investissements comme un "ordre normal" au cours du jour.

1.6.2.2. Suivi périodique du portefeuille

Au moins une fois par an, la Banque vérifie comment le portefeuille du client se situe par rapport au portefeuille modèle, qui selon la Banque convient à la stratégie d'investissement du portefeuille. La Banque se base sur le dernier but connu pour lequel une stratégie d'investissement a été fixée et sur le portefeuille du client au moment de la vérification. Si le client a fixé plusieurs buts/ stratégies d'investissement, cette vérification sera effectuée pour chaque but séparément. Le client est informé par écrit de cette vérification conformément aux dispositions de l'article 2.4.2..

1.6.2.3. Frais et charges

La Banque peut demander des frais et charges pour les services d'exécution, transmission et conservation d'instruments financiers, dont les tarifs et/ou le mode

de calcul sont précisés dans la liste des tarifs de la Banque. Ils seront déduits du montant investi ou du compte lié. Le service conseil en investissements est gratuit. Une estimation totale des frais et charges liés aux services et instruments financiers dans lequel le client a l'intention d'investir lui sont fournis en temps utile.

1.6.3. Dispositions spécifiques ayant trait au Conseil en investissements avec Privilège services (investir avec Privilège service)

1.6.3.1. Description

Avec le conseil en investissements, la Banque lie à chaque stratégie d'investissement ou profil de risque, comme défini à l'article 1.6.1.1. un fonds particulier (c'est-à-dire : un compartiment d'un organisme de placement collectif ou en abrégé OPC) qui suit une politique d'investissement correspondant étroitement à chacun des profils de risque définis par la Banque. La Banque conseillera à son client uniquement des transactions dans un de ces fonds profilé à condition que, outre les conditions prévues à l'article 1.6.1.1.:

- il dispose d'un montant minimum à investir de 100 000 euro (en plus de la réserve financière minimale) ;
- il est disposé à ouvrir un compte-titres séparé par fonds profilé.

Le client a la possibilité de fractionner le montant de son investissement en différents montants à condition que le premier montant soit d'au moins 50.000 euro et qu'un total d'au moins 100.000 euro ait été investi dans le fonds profilé conseillé, sous la forme d'un plan d'investissement ou non, au plus tard dans l'année suivant le premier investissement.

La Banque n'autorise pas la détention d'autres titres sur le compte-titres désigné à cet effet en plus des parts de ce fonds profilé spécifique.

Le client a la possibilité de vendre des parts du fonds profilé sur une base mensuelle, dont le produit net sera versé sur le compte lié. À cette fin, le client donne à la Banque un ordre de vente automatique récurrent pour un montant maximum qu'il souhaite recevoir mensuellement. La Banque s'efforce de se rapprocher de ce montant maximum souhaité, néanmoins de faibles différences entre le montant maximum souhaité et le montant réel à verser sur le compte lié sont possibles en raison des fluctuations du marché des valeurs d'actif net du fonds entre le moment où l'ordre est transmis et celui où il est exécuté, des arrondis et des taxes à imputer.

Le client peut à tout moment mettre fin à cet ordre de vente automatique auprès de l'agent ou modifier le montant maximum souhaité. Via homebanking et mobile banking, il peut également mettre fin à cet ordre de vente.

Si la stratégie d'investissement du client changerait, la Banque conseillera au client de vendre les parts du fonds profilé actuel et d'acheter de nouvelles parts dans un autre fonds profilé correspondant à sa nouvelle stratégie d'investissement. Le cas échéant, de nouveaux ordres d'achat (plan d'investissement) et de vente (plan de revenus) devront également être donnés à la Banque.

1.6.3.2. Services supplémentaires avec le conseil en investissements (Privilège services)

Outre les informations légales minimales décrites à l'article 1.2. de ces présentes conditions, la Banque fournira ou proposera les services suivants au client qui a souscrit aux fonds profilé de l'offre de conseil en investissements Privilège :

- Pour chaque fonds profilé, le client aura automatiquement et en permanence accès à une page web gérée par le gestionnaire du fonds, qui fournit chaque mois de nouvelles informations sur les conditions du marché, la stratégie d'investissement, la composition, les performances et le risque associé à chaque fonds profilé. En outre, le client a accès à des informations générales sur le fonds, telles que l'objectif d'investissement, et tous les documents légaux peuvent être consultés.

- Chaque trimestre, la Banque fournit au client des rapports écrits complets sur la gestion du fonds profilé (décisions prises, contexte macroéconomique, évolution du portefeuille, composition du portefeuille, prévisions de marché, etc.) par le biais du canal convenu avec le client.

- Sous réserve de la disponibilité d'une adresse électronique ainsi que de l'accord du client pour l'utiliser, la Banque envoie à intervalles réguliers par courrier électronique une lettre d'information exclusive contenant des informations actualisées sur la gestion du fonds profilé, les développements économiques et politiques ainsi que les éventuelles évolutions en matière de succession et de fiscalité.

- Lorsqu'il souscrit à un fonds profilé, le client peut indiquer à la Banque s'il souhaite avoir un entretien de suivi avec l'agent et à quel moment. Les entretiens de suivi ultérieurs sont déterminés d'un commun accord. Un test d'adéquation périodique ou un suivi périodique du portefeuille tel que visé à l'article 1.6.3.2. ne sera pas donné par la Banque dans le cadre du conseil en investissements avec Privilège services.

- La possibilité de mettre en gage les parts du fonds profilé dans le cadre d'un dossier de crédit jusqu'à un certain pourcentage maximal de la valeur totale du compte-titres Privilège à ce moment, et dont ce pourcentage maximal sera déterminé par la Banque. À cette fin, le client et la Banque signeront des documents contractuels distincts, que la Banque mettra à disposition lors de l'octroi du crédit. La Banque se réserve éventuellement le droit de ne pas accepter la mise en gage des parts et d'éventuellement demander d'autres garanties si elle le juge nécessaire sur la base de l'évaluation globale du dossier de crédit.

- La possibilité d'obtenir des conseils en matière de la planification financière et/ou un scan détaillé de la succession fournis par un partenaire externe à un tarif très réduit, comme indiqué dans la liste des tarifs de la Banque. À cette fin, le client est tenu de conclure un contrat avec le partenaire externe responsable des conseils fournis. Le rôle de la Banque se limite à celui de facilitateur pour régler l'éventuel entretien et également pour transmettre des données à caractère personnel indispensables au partenaire extérieur en vue de pouvoir identifier le client et pour consulter les avantages qu'il est en droit de recevoir. À la demande explicite du client, la Banque peut également transmettre au partenaire externe des données financières indispensables pour fournir des conseils en matière de planification financière et/ou un scan détaillé de la succession.

1.6.3.3. Frais et charges

La Banque impute un tarif annuel pour le service du conseil en investissements et les Privilège services auxiliaires, comme indiqué dans la liste des tarifs de la Banque. Ce tarif annuel n'est dû qu'à partir du

moment où le client donne à la Banque un ordre d'investissement dans le fonds profilé qui lui a été conseillé et tant qu'il détient des parts du fonds profilé auprès de la Banque.

Pour calculer ces frais, elle détermine comme base, à la fin de chaque trimestre, une valeur moyenne pondérée de votre investissement sur votre compte-titre concerné. À partir du cinquième trimestre, la Banque prend en compte un portefeuille moyen pondéré minimum de 100 000 euros.

La Banque prend toujours en compte le nombre de jours effectifs du trimestre en question pendant lesquels les parts du fonds profilé sont détenues.

Ce tarif est facturé au client sur une base trimestrielle par la vente de parts du fonds concerné. La Banque prélèvera toutes les taxes qui pourraient être exigibles dans le cadre de ces ventes. Le cas échéant, les premières parts achetées seront vendues en premier (FIFO).

Les clients recevront une confirmation de l'exécution de ces opérations de vente au moyen d'un bordereau d'exécution et une décharge des frais facturés. Toutefois, si le client ne dispose pas de parts suffisantes, les dispositions du Règlement général des opérations relatives à la gage, à la rétention, à la réalisation et à la compensation s'appliquent intégralement.

Si le client a bénéficié des avantages offerts dans le cadre de la planification financière telle que décrite à l'article 1.6.3.2. in fine de ce règlement mais qu'il rachète la totalité des parts du fonds dans l'année qui suit le premier achat, la Banque se réserve le droit de facturer au client le plein tarif du partenaire externe.

Le client qui a reçu un conseil en investissements avec Privilege services, mais qui décide de ne pas donner d'ordre d'achat, ne se verra pas imputer de frais ou charges.

Une estimation totale des coûts et charges liés aux services et à l'instrument financier dans lequel le client a l'intention d'investir lui sera fournie en temps utile.

1.6.4. Application du conseil en investissements non-indépendant pour l'épargne-pension sans dimension-portefeuille

La Banque vérifie toujours, en vue de l'ouverture d'un compte d'épargne-pension ou d'un transfert d'un fonds d'épargne-pension vers un autre, si le fonds d'épargne-pension/le transfert est adéquat pour le client.

Pour ce faire, la Banque tient compte de la situation financière du client, sa tolérance au risque, son horizon d'investissement et sa connaissance et expérience en matière d'investissements en parts d'organismes de placement collectif du type de fonds d'épargne-pension.

Ces conseils sont totalement indépendants des conseils en investissements avec approche de portefeuille ou conseil en investissement avec Privilege services fournis pour les autres titres de l'offre conseillable de la Banque.

La Banque confirme et motive son avis par écrit avant que le client n'ouvre le compte d'épargne-pension ou donne l'ordre de transfert. L'avis est uniquement valable à la date indiquée au haut du document qui confirme l'avis.

Il est possible que la Banque donne un avis négatif quand elle est d'avis que le fonds d'épargne-pension/le transfert n'est pas adéquat pour le client. Un avis négatif est également confirmé par écrit. Par conséquent, l'agent ne sera pas en mesure d'ouvrir le compte d'épargne-pension/de transmettre le transfert pour exécution.

L'offre conseillable est limitée à 3 fonds d'épargne-pension, gérés par un gestionnaire de fonds qui ne fait pas partie du même groupe AXA que la Banque, mais avec qui la Banque a conclu un accord de distribution.

L'agent rédige un rapport de chaque entretien d'investissement, reprenant e.a. des informations pertinentes relatives à la conversation même et à l'ordre (d'ouverture/de transfert) éventuel placé par le client. Si le client souhaite en obtenir une copie, il doit prendre contact avec Customer Relations, AXA Bank, Grotesteeweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

1.7. Exécution à l'initiative du client (hors conseil)

La Banque n'examinera pas l'adéquation d'une transaction sur un titre lorsque celle-ci est réalisée à l'initiative du client.

Des transactions d'achat à l'initiative du client peuvent uniquement être introduites pour des titres non-complexes et des parts de fonds d'épargne-pension et uniquement par homebanking et/ou par mobile banking. .

[Des ordres d'inscription en actions coopératives (= instruments complexes) à l'initiative du client ne peuvent pas être donnés via l'agent, ni via homebanking et/ou mobile banking. Aussi bien via homebanking que via mobile banking, le client peut bien consulter la valeur des actions coopératives auxquelles il a souscrit.][modifié le 13 juin 2022]

Pour ce qui concerne les transactions d'achat en titres non-complexes via homebanking et mobile banking, la Banque avertira le client par le biais d'un message à l'écran avant que la transaction ne soit confirmée définitivement, que la transaction s'effectue de sa propre initiative et que dans pareil cas, la Banque n'est pas tenue de procéder à un test de connaissance et d'expérience soit un examen du caractère approprié et qu'il ne bénéficie dès lors pas de la protection octroyée dans le cadre de l'évaluation du caractère approprié.

Avant que le client puisse ouvrir un compte d'épargne-pension via mobile banking ou homebanking, la Banque vérifie s'il a suffisamment de connaissance et d'expérience en matière d'épargne-pension/fonds d'épargne-pension à l'aide d'un questionnaire qui mesure la connaissance et l'expérience du client quant aux risques liés à l'épargne-pension/aux fonds d'épargne-pension. Via l'écran, le client est informé du résultat de cette évaluation du caractère approprié et du fait si la Banque estime que l'épargne-pension est appropriée pour le client ou non.

Des transactions de vente ayant trait à des titres du portefeuille à l'initiative du client peuvent selon le titre être transmises pour exécution via l'agent et/ou via homebanking. S'il s'agit de transactions de vente de titres non-complexes, le client recevra l'avertissement que la transaction est effectuée entièrement de sa propre initiative sans examen du caractère approprié avant qu'il ne confirme définitivement la transaction. S'il s'agit de transactions de vente de titres qualifiés

dans le droit financier comme complexes (par exemple des actions coopératives), la Banque effectuera d'abord un examen du caractère approprié et avertira le client si sur base de cet examen elle estime cette transaction de vente de ce titre appropriée ou non, avant que le client ne confirme définitivement la transaction.

La Banque ne peut être tenue pour responsable par le client si des transactions réalisées à son initiative ont pour effet d'impacter négativement les conseils en investissements avec dimension portefeuille éventuellement prodigués précédemment par la Banque et de mettre fin à la cohérence entre le portefeuille du client et le portefeuille modèle (idéal). Toutefois, la Banque informera périodiquement le client qui a fixé une stratégie d'investissement pour son but choisi comment son portefeuille se situe par rapport au portefeuille-modèle. (voir article 1.6.2.2..

2ème PARTIE: L'EXECUTION DIRECTE ET INDIRECTE D'ORDRES, L'ENCAISSEMENT D'UN NOMBRE LIMITE DE TITRES AU PORTEUR, LA CONSERVATION ET LA GESTION DE TITRES SUR UN COMPTE [ET LE SUIVI ADMINISTRATIF D' ACTIONS COOPERATIVES][modifié le 13 juin 2022]

Article 2.1: L'exécution directe et indirecte d'ordres

2.1.1. Types d'ordres

En fonction du type de titres et selon qu'il s'agisse d'émissions nouvelles (marché primaire) ou de titres négociés sur le marché secondaire (réglementé ou non) en Belgique ou à l'étranger, la Banque peut exécuter des ordres d'achat, de vente et de souscription ou les transmettre pour exécution pour le compte du client.

En fonction du type de titres, la Banque exécutera les ordres confiés par le client directement ou indirectement. Dans ce dernier cas, les ordres seront transmis à une autre entreprise, qui se chargera de leur exécution et qui sera qualifiée d'exécuteur d'ordres.

Le type d'ordres exécutés directement ou indirectement ainsi que le lieu d'exécution sont déterminés dans la politique d'exécution (voir article 2.1.2. + annexe). Les ordres d'achat et de vente sur un marché réglementé sont également soumis à l'application du règlement du marché concerné, ainsi que du droit du lieu d'exécution.

Dans la mesure du possible, les ordres seront introduits ou transmis en ligne et en temps réel par la Banque à l'exécuteur d'ordres.

La réception, la transmission et l'exécution d'ordres dépend de plusieurs moyens de communication, réseaux et systèmes informatiques externes. Dès que la Banque est avisée de sérieuses difficultés quant à l'exécution de l'ordre, elle en informera le client.

[Dans le cas d'une transmission d'un ordre de souscription d'une action coopérative à l'exécuteur d'ordre, en même temps émetteur de l'action, ce dernier contrôlera si le client a déjà un compte coopérateur chez lui. Dans l'affirmative, la Banque informera le client que l'ordre sera annulé.][modifié le 13 juin 2022]

Le client peut à tout moment demander des informations relatives au statut de son ordre par le

biais de l'agent. Il peut également toujours contrôler le statut dans homebanking et mobile banking.

La Banque n'exécute plus d'ordres relatifs à des titres pour lesquels un ordre de transfert vers un autre compte ou un autre établissement financier a déjà été donné.

2.1.2. Politique d'exécution

La Banque prend toutes les mesures raisonnables afin d'obtenir pour ses clients le meilleur résultat possible lorsqu'elle exécute un ordre pour le compte du client ou le transmet pour exécution. C'est ce que l'on qualifie d'"obligation d'exécution optimale" ou de "best execution".

A cette fin, la Banque s'est dotée d'une politique d'exécution exposée dans une annexe à ce règlement.

L'ouverture d'un compte-titres, d'un compte d'épargne-pension ou d'un compte coopérateur implique que le client donne son consentement explicite à cette politique au moyen de la signature du document d'ouverture du compte-titres/du compte d'épargne-pension/du compte coopérateur.

La Banque effectue un contrôle périodique de l'efficacité de la politique d'exécution et des règlements d'exécution directe et les adapte en temps utile en cas de manquements éventuels. La politique d'exécution est par ailleurs soumise à une évaluation annuelle. Cette évaluation a en outre lieu chaque fois que les possibilités pour la Banque d'obtenir de façon cohérente le meilleur résultat possible pour ses clients font l'objet de modifications significatives (sur les lieux d'exécution sélectionnés).

La Banque vérifie également si la transmission d'ordres de clients à un ou plusieurs exécuteurs d'ordres donne logiquement le meilleur résultat possible. Il est donc procédé à un contrôle de la qualité d'exécution de ce ou ces exécuteurs d'ordres et à une correction des manquements éventuels. De même, la Banque évalue annuellement si la transmission aux exécuteurs d'ordres est encore suffisante pour satisfaire à l'obligation d'exécution optimale.

La Banque offre pour certains titres à ses clients la possibilité de donner des instructions spécifiques relatives à certains aspects d'un ordre (tels que le cours limite ou le lieu d'exécution). La transmission d'une telle instruction est une exception à cette règle. Elle se fait toujours à la demande explicite du client, sauf lorsque les règles du marché d'un lieu d'exécution l'imposent.

Dans le cas d'instructions spécifiques du client, la Banque transmettra ou exécutera toutefois l'ordre conformément à ces instructions, pour autant que celles-ci ne dépassent pas les limites des possibilités techniques de la Banque, même si elles ne correspondent pas à sa politique d'exécution. De cette manière, la Banque satisfait à ses obligations en matière d'exécution d'ordres pour les aspects de l'ordre sur lesquels portent les instructions spécifiques. L'obligation de best execution demeure toutefois inchangée pour les autres aspects de l'ordre.

Pour plus de détails concernant cette politique d'exécution, la Banque renvoie à l'annexe de ce règlement: synthèse de la politique d'exécution.

A la demande expresse du client, des particularités de la politique d'exécution pourront être fournies au client par écrit.

2.1.3. Forme de l'ordre

Chaque ordre doit être donné par écrit et en présence de l'agent et être signé sur le document de banque prévu à cet effet.

Pour autant qu'il y ait accès, le client peut également transmettre certains ordres d'exécution par homebanking et/ou mobile banking, conformément aux conditions et modalités exposées dans le Règlement homebanking et mobile banking service.

A l'exception des cas mentionnés ci-après, la Banque n'accepte pas d'ordres qui seraient données par un autre canal.

Dans des cas exceptionnels, la Banque acceptera quand même des ordres par écrit données par d'autres canaux quand il s'agit :

- des parts d'organismes de placement collectif de certaines institutions pour lesquelles la Banque agit comme agent financier
- du traitement d'une succession
- de l'exécution d'une décision judiciaire

2.1.4. Modification d'un ordre

Le client qui souhaite modifier ou annuler un ordre précédemment donné fera expressément et clairement référence à cet ordre. A défaut, tout ordre passé ultérieurement sera réputé exister parallèlement à l'ordre initial.

Un ordre d'achat ou de vente sur un marché réglementé ne pourra être modifié ou annulé que s'il n'a pas encore été exécuté. La demande de modification ou d'annulation ne sera définitive que lorsque la Banque aura reçu la confirmation du marché que l'ordre a effectivement été modifié ou annulé. Le risque de modification ou d'annulation tardive est dès lors supporté par le client.

Un ordre de souscription relatif à une émission (marché primaire) ne peut être modifié ou annulé. Un ordre de souscription relatif à des parts non cotées dans des organismes de placement collectif peut être modifié ou annulé avant que l'ordre ne soit repris dans la clôture suivante.

[Un ordre de souscription relatif à des actions coopératives peut seulement être révoqué selon les conditions décrites dans le prospectus d'application.][modifié le 13 juin 2022]

La Banque peut annuler un ordre ou en suspendre l'exécution lorsque le client est en défaut de paiement vis-à-vis d'elle ou de tiers ayant fait aveu de faillite ou faisant l'objet d'une saisie-exécution.

La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre la modification d'un ordre, donné par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI³ de cette personne morale.

2.1.5. Date ultime de placement des ordres

Un "ordre de souscription" sur le marché primaire doit parvenir en temps utile à la Banque, compte tenu de la période de souscription ou de la date de clôture anticipée fixée par l'émetteur du titre.

Un ordre d'achat ou de vente de titres cotés en Bourse ne peut être placé sur le marché réglementé que s'il parvient en temps utile à la Banque, compte tenu des heures d'ouverture du marché visé ainsi que d'un délai raisonnable pour la transmission éventuelle de l'ordre pour exécution par l'exécuteur d'ordre.

Les "ordres relatifs à des parts d'organismes de placement collectif" doivent parvenir à la Banque au moins 2 heures avant l'heure ultime d'acceptation fixée par l'émetteur dans le prospectus (simplifié). Un ordre transmis trop tard sera présenté à la clôture suivante, aux conditions financières en vigueur à ce moment.

Les ordres relatifs à des titres spécifiques admis à la "vente publique" seront négociés conformément au calendrier spécifique établi par l'organisateur de la vente.

[Les ordres de souscription en actions coopératives reçus par la Banque avant 24h00 du jour ouvrable bancaire seront transmis à l'émetteur. Le client sera inscrit auprès de l'émetteur dans son registre des actionnaires au plus tôt le jour ouvrable bancaire suivant, pour autant que le client n'ait pas encore de compte coopérateur auprès de l'émetteur et que l'émetteur accepte également le client comme coopérateur. La Banque ne peut être tenue responsable par le client si celui-ci est refusé par l'émetteur en tant que coopérateur. Le client doit contacter directement l'émetteur à cet effet.][modifié le 13 juin 2022]

2.1.6. Durée de validité et expiration des ordres de bourse

Sauf instructions spéciales, les ordres de bourse expirent toujours le dernier jour de bourse de l'année, à moins que le règlement du marché où l'ordre est exécuté ne prévoient un autre délai.

Sauf disposition contraire ci-après, tous les ordres de Bourse expirent automatiquement en cas d'opération de régularisation (corporate action), et ce au moment de la régularisation proprement dite.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les ordres de Bourse n'expirent pas en cas de mise en paiement d'un dividende. Les ordres d'achat sur le marché Euronext sont le cas échéant diminués de la valeur du coupon brut payable.

2.1.7. Types d'ordres

Lors du placement ou de la modification d'un ordre de Bourse, le client peut, pour certains titres et pour certaines transactions, opter pour certains types d'ordres tels que décrits ci-après (voir aussi l'annexe: synthèse de la politique d'exécution: instructions spécifiques).

La Banque n'accepte que les types d'ordres suivants sur les marchés Euronext:

- **ordres "au cours du jour"** (ordre normal): ceux-ci doivent être exécutés immédiatement, au meilleur cours défini pour les ordres en sens opposé. En cas d'exécution partielle d'un ordre, la partie de l'ordre non exécutée est convertie en un ordre à cours limite au dernier cours d'exécution;
- **ordres "au meilleur cours"**: des ordres immédiatement exercés sur le marché jusqu'à

³ Legal entity identifier

l'exécution complète de l'ordre (pour autant que le volume disponible sur le marché le permette). Lorsqu'une partie est exécutée, le solde est exercé à un niveau de prix suivant etc. jusqu'à l'exécution complète de l'ordre.

- **ordres "au cours limite"**: des ordres ne pouvant être exécutés qu'au cours limite fixé dans l'ordre ou à un meilleur cours. Le cours limite doit être compatible avec les règles du marché;

- **les ordres "stop"**: des ordres "au cours du jour" exécutés lorsqu'un niveau de prix déterminé est atteint sur le marché;

- **ordres "stop limit"**: des ordres "à cours limite" qui ne seront exécutés que lorsqu'un niveau de cours déterminé est atteint sur le marché.

Les marchés étrangers acceptent essentiellement les ordres de Bourse "au cours limite" ou "au cours du jour". Seul un nombre limité de marchés étrangers acceptent également les "ordres stop".

Les ordres au cours limite et les ordres stop ne peuvent être donnés dans le cadre de conseils en investissements.

2.1.8. Ordres d'achat ou de souscription de titres par le client

La Banque se réserve le droit de ne donner suite aux ordres d'achat et de souscription de titres passés par le client qu'à concurrence de l'avoir disponible sur son compte lié, comme exposé à l'article 2.3.2.

La Banque se réserve également le droit de refuser les ordres relatifs à certains titres ou de ne les accepter qu'à certaines conditions.

En cas de défaut de paiement, les dispositions du Règlement Général des Opérations en matière de gage, de rétention, de réalisation et de compensation sont applicables sans réserve et sans préjudice des privilèges et droits de rétention dont dispose la Banque en vertu du droit financier.

La Banque se réserve en particulier le droit de revendre, aux frais du client, les titres achetés si ces titres ne sont pas payés dans les dix jours bancaires ouvrables après l'achat et de porter en compte les moins-values réalisées sur les avoirs du client.

Le client accepte que la Banque achète, en couverture de l'acquisition de titres sur des marchés réglementés étrangers, les devises nécessaires qui ne sont pas disponibles sur le compte en devises du client. Le cours de change appliqué est le cours en vigueur sur les marchés internationaux au moment de l'exécution de la transaction, majoré ou diminué d'une marge applicable à la valeur considérée. Les cours de change sont disponibles auprès de l'agent.

La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre des ordres d'achat et d'inscription, donnés par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI⁴ de cette personne morale.

2.1.9. Ordres de vente de titres par le client

Un ordre de vente de titres ne peut être exécuté que si ceux-ci sont inscrits sur le compte-titres, le compte d'épargne-pension ou le compte bons de caisse du client.

[Si le client souhaite vendre ses actions coopératives (= retrait ou démission de la société coopérative), il peut donner à la Banque un ordre de vente pour exécution. Le client doit bien tenir compte des restrictions de vente, telles définies dans le prospectus d'application au moment de la vente.][modifié le 13 juin 2022]

Le produit d'un ordre est toujours versé sur le compte lié. La Banque ne mettra le produit de la vente de titres à la disposition du client qu'après réception de la contre-valeur adressée par son correspondant.

Les ordres de vente d'euro-obligations ou d'autres obligations étrangères avec coupons ne sont acceptés que si le laps de temps qui s'écoule entre l'exécution de l'ordre de vente et l'échéance de coupon suivante est d'au moins un mois. Les ordres de vente portant sur des obligations à coupon zéro ne sont acceptés que si le laps de temps qui s'écoule entre l'exécution de l'ordre de vente et l'échéance finale de l'obligation à coupon zéro est d'au moins trois mois.

La Banque refusera d'exécuter ou de transmettre des ordres de vente, donnés par un client-personne morale, s'il ne dispose pas du code LEI⁵ de cette personne morale.

2.1.10. Offre limitée à la souscription sur le marché primaire

Les ordres de souscription peuvent être passés pendant la période de souscription, jusqu'à épuisement du stock. La souscription peut également être clôturée par anticipation par l'émetteur du titre. En cas de sursouscription, la Banque adaptera sa politique d'affectation des ordres (voir annexe politique d'exécution).

[Des ordres de souscription ayant trait à des actions coopératives peuvent en principe être donnés sans limite et en continu, à condition que le client tienne compte, au moment de l'achat, du nombre maximum d'actions qu'il peut acheter individuellement et du montant total maximum de l'émission selon le prospectus applicable au moment de l'achat.][modifié le 13 juin 2022]

2.1.11. Plaintes relatives aux ordres

Toute plainte à propos de conseils en investissement ou d'ordres doit être adressée par écrit à la Banque dès que le client a connaissance de l'irrégularité, et dans tous les cas dans les 60 jours suivant la date du bordereau qui confirme l'exécution. La plainte doit être adressée au Customer Relations de la Banque, à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be. D'autres coordonnées sont disponibles sur le site web de la Banque.

2.1.12. Livraison des titres

Les titres sont toujours livrés par inscription sur le compte conformément l'article 2.3.1.

[Par dérogation à ce qui précède, une souscription à une action coopérative ne sera pas inscrite sur un compte, mais transmis à l'émetteur pour y être inscrit nominativement dans son registre d'actionnaires. La Banque confirme cette souscription au client en mentionnant entre autres la date de la souscription et la valeur des actions.][modifié le 13 juin 2022]

⁴ Legal entity identifier

⁵ Legal entity identifier

2.1.13. Pouvoirs d'investigation des autorités

Le client autorise irrévocablement la Banque à fournir aux autorités compétentes toutes les informations que celles-ci pourraient réclamer en vertu des pouvoirs d'investigation que leur confère la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, de même que toute disposition légale ou réglementaire complétant ou remplaçant éventuellement les prescriptions précitées. La même autorisation vaut en faveur des autorités compétentes pour les marchés étrangers. Le simple fait de donner un ordre implique confirmation irrévocable de cette autorisation par le client.

Article 2.2: Encaissement d'un nombre limité de titres au porteur

2.2.1. Titres belges au porteur

En vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant la suppression des titres au porteur, les titres belges au porteur n'existent plus depuis le 1^{er} janvier 2014 (voir aussi l'article 2.3.4.). L'encaissement de ces titres n'est dès lors plus possible, sauf pour un nombre limité de titres au porteur qui sont arrivés à échéance au plus tard le 31 décembre 2013.

Les titres au porteur dont l'échéance est postérieure au 1^{er} janvier 2014 pourront uniquement être réalisés comme décrit à l'art 2.3.4.

2.2.2. Règles générales

Les règles suivantes s'appliquent uniquement à une sélection limitée de titres au porteur étrangers et belges arrivés à échéance respectivement au plus tard le 16 février 2016 et le 31 décembre 2013.

Le client qui présente des titres ou des coupons à l'encaissement ou à la réalisation se charge lui-même de la vérification des échéances, des listes de tirage et des listes des titres frappés d'opposition. Il décharge la Banque de toute responsabilité à cet égard et se charge du remboursement immédiat de tous les montants indûment perçus, majorés des frais, qu'il autorise la Banque à débiter d'un quelconque de ses comptes. Ceci vaut également lorsque, pour une raison quelconque, la Banque n'obtient pas le paiement du produit des titres proposés à l'encaissement.

La Banque peut ajourner le paiement du produit de l'aliénation de titres ou de coupons jusqu'à ce que la contre-valeur lui en ait été adressée par son correspondant.

La Banque se réserve le droit de ne pas proposer ce service pour tous les titres. La Banque peut pour ce service imputer un tarif mentionné dans la liste des tarifs.

Article 2.3: Conservation de titres sur le compte

2.3.1. Types de comptes

A l'exception des actions coopératives, tous les titres sont inscrits sur un compte. En fonction du type de titre, l'inscription se fait respectivement sur un compte-titres, un compte bons de caisse ou un compte d'épargne-pension.

Sont inscrits sur un compte bons de caisse:

- les bons de caisse émis par la Banque;
- les certificats subordonnés émis par la Banque.

Sont inscrits sur un compte d'épargne-pension:

- les parts dans un fonds d'épargne-pension.

Tous les autres titres acceptés par la Banque sont inscrits sur le compte-titres.

Si la Banque agit comme banque dépositaire pour la gestion d'actifs d'Architas, toutes les opérations sur titres exécutées dans le cadre de cette gestion d'actifs s'effectuent, par dérogation au présent article, par le biais d'un compte-titres exclusivement réservé à cet effet, ouvert au nom du client.

2.3.2. Fonctionnement du compte-titres, du compte bons de caisse et du compte d'épargne-pension

Le fonctionnement du compte-titres, du compte bons de caisse et/ou du compte d'épargne-pension nécessite l'ouverture et/ou le maintien d'un compte à vue ou d'un compte d'épargne au nom du client (ci-après dénommé "compte lié"). Au compte-titres peut également être lié un compte en devises. Toutes les transactions de paiement relatives à des opérations sur titres passeront par ce(s) compte(s) lié(s).

L'ouverture de ces comptes est soumise à l'application de l'article 1.26 du Règlement général des opérations. Lorsqu'un compte-titres ou un compte bons de caisse est ouvert conjointement par un nu-propriétaire et un usufruitier, tous deux doivent être titulaires d'un compte lié pour pouvoir l'un encaisser le capital, l'autre encaisser les revenus.

La Banque se réserve le droit de clôturer automatiquement sans délai de préavis les comptes-titres et les comptes bons de caisse sur lesquels il n'y a plus eu d'inscriptions de titres depuis au moins 1 an.

Les conditions et modalités spécifiques du compte d'épargne-pension sont fixées dans la **5^{ème} partie** de ce règlement. Les conditions et modalités spécifiques du plan d'investissement sont fixées dans la **6^{ème} partie** de ce règlement.

2.3.3. Règles générales relatives aux titres inscrits sur un compte

La Banque inscrit sur le compte les titres belges comme les titres étrangers. La Banque se réserve toutefois le droit de refuser la souscription de certains titres ou de ne l'accepter qu'à certaines conditions.

A l'exception de l'encaissement, toute opération relative à des titres au porteur est subordonnée à leur inscription préalable sur le compte du client.

2.3.4. Dématérialisation de titres belges au porteur.

En vertu de la loi du 14 décembre 2005 portant suppression des titres au porteur, les titres belges n'existent plus depuis le 1^{er} janvier 2014 que sous forme dématérialisée (seule l'inscription sur un compte-titres constitue la preuve de la propriété du titre) ou sous forme nominative (l'inscription dans le registre des titres de l'émetteur constitue la preuve de la propriété du titre).

Par conséquent tous les titres belges au porteur encore en circulation ont été convertis de plein droit en titres dématérialisés et inscrits sur un compte-titres au nom de l'émetteur (au cas où l'émetteur n'aurait

pas opté pour des titres dématérialisés, les titres ont été inscrits au nom de l'émetteur dans le registre des titres de l'émetteur) jusqu'au moment où l'ayant droit se fait connaître et demande la conversion en son nom propre par inscription sur un compte-titres ouvert à son nom.

L'exercice de tout droit attaché à un titre au porteur (dont le droit au coupon, le droit de vote, ...), a été suspendu le 1^{er} janvier 2014. Le 30 novembre 2015 au plus tard, l'émetteur a vendu les titres dont les détenteurs ne se sont pas manifestés et a versé le produit des titres, après déduction des frais, à la Caisse des Dépôts et Consignation. A partir du 1^{er} janvier 2016, le titulaire peut se présenter à la Caisse des Dépôts et Consignation ou à un agent qu'il a indiqué et demander la récupération du produit, après déduction de la pénalité applicable.

Plus aucune livraison matérielle de titres n'est possible, pas même pour les titres au porteur étrangers.

2.3.5. Inscription des titres

Seule l'inscription sur le compte prouve le droit de propriété sur le titre.

Les titres ne sont inscrits sur le compte-titres que le client détient à la Banque qu'après leur réception par le biais d'un système de compensation (ex. Euroclear ou la BNB) ou après confirmation de leur inscription auprès du correspondant de la Banque.

[Par dérogation à ce qui précède, l'inscription nominative en actions coopératives dans le registre des actionnaires de l'émetteur prouve le droit de propriété sur le titre. L'ouverture d'un compte coopérateur au nom du client auprès de la Banque suite à la réception d'un ordre de souscription en actions coopératives prouve uniquement que le client est inscrit dans le registre des actionnaires de l'émetteur. Dès lors, le client ne peut faire valoir aucun droit de propriété concernant ces titres à l'égard de la Banque.][modifié le 13 juin 2022]

2.3.6. Transfert de titres

Les titres inscrits sur un compte ne peuvent être transférés que de manière scripturale, tant vers un autre compte à la Banque que vers un compte ouvert auprès d'un autre établissement financier. Le client donne un ordre de transfert à cet effet.

Pour une demande de transfert vers ou depuis un compte ouvert auprès d'un autre établissement financier, le client doit également transmettre une instruction claire à l'autre établissement concerné, conformément aux règles applicables chez ce dernier. La Banque mettra tout en œuvre pour exécuter une demande de transfert dans un délai raisonnable, mais elle dépend à cet effet de tiers tels que l'établissement financier concerné. La Banque ne peut être tenue pour responsable de préjudices éventuels consécutifs à un transfert tardif.

La Banque peut réclamer des frais de transfert de titres vers un compte ouvert auprès d'un autre établissement financier conformément au tarif figurant dans la liste des tarifs de la Banque.

La Banque peut refuser le transfert des titres inscrits sur un compte aussi longtemps que le client lui est redevable d'un quelconque montant.

La Banque n'exécute plus d'ordres relatifs à des titres pour lesquels un ordre de transfert vers un autre compte ou un autre établissement financier a déjà été passé.

[La Banque refusera en principe de transmettre pour exécution les ordres de transmission relatifs à des actions coopératives.][modifié le 13 juin 2022]

2.3.7. Titres nominatifs - nominee

Certaines Sicav (= organismes de placement collectif) de droit étranger commercialisées par la Banque proposent exclusivement des actions nominatives.

Le client qui souscrit à de telles actions nominatives a le choix:

- soit d'adhérer au régime du *nominee*, dans le cadre duquel la Banque fait office de *nominee*;
- soit de se faire inscrire directement en tant qu'actionnaire dans le registre des actionnaires.

Si le client opte pour le régime du *nominee* et si des actions au porteur sont converties en actions nominatives lors de leur dépôt en application de l'article 2.3.6. ci-dessus, cela implique que ses droits en tant que détenteur concerné d'actions Sicav nominatives sont inscrits sur un compte-titres ouvert à son nom personnel auprès de la Banque (le "Nominee"), cependant que les inscriptions conjointes de tous les clients ayant opté pour cette technique (les investisseurs Nominee) ont des retombées au niveau de l'inscription globale effectuée au nom de la Banque pour le compte des investisseurs Nominee au registre des actionnaires de la Sicav.

En sa qualité d'intermédiaire centralisateur, la Banque veille à l'exécution des inscriptions au registre des actionnaires. Elle se charge par ailleurs de l'enregistrement correct des droits du client sur son compte-titres individuels.

Les droits individuels de chaque client sont garantis par les dispositions et mesures légales énumérées ci-après:

En vertu de l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des instruments financiers, le détenteur d'une inscription au compte-titres (le client) dispose d'un droit de revendication relatif aux titres dont il est propriétaire, qui s'applique à l'égard de tous les tiers, en particulier en cas d'insolvabilité de la Banque, même si les droits du client concourent avec ceux d'autres créanciers de la Banque.

Le client a droit à la communication de toutes les informations (rapports périodiques, documents relatifs aux assemblées générales, comptes annuels, ...) dont la législation en vigueur exige qu'elles soient communiquées aux actionnaires nominatifs. La Banque transmettra sans attendre toute notification légale à l'agent, pour lui permettre de la communiquer immédiatement aux clients qui lui en font la demande. Ces communications seront expédiées par courrier à l'adresse renseignée par le client moyennant remboursement des frais de port.

Pour autant qu'une demande écrite lui soit adressée au plus tard 30 jours avant l'assemblée générale de la Sicav concernée, la Banque prend toutes les mesures administratives visant à permettre au client d'exercer son droit de vote. A défaut de demande introduite dans le délai imparti, la Banque exercera toujours le droit de vote dans l'intérêt commun et exclusif des investisseurs Nominee.

Si le client opte d'emblée pour l'inscription directe de ses actions au registre des actionnaires ou s'il choisit par la suite de passer du système du nommée à celui de l'inscription directe, il est directement et personnellement inscrit au registre des actionnaires de la Sicav. Le client fera toujours ce choix dans les délais fixés, le cas échéant au plus tard au moment de l'inscription, et en fait explicitement part à la Banque.

Dans le cas du passage dont question ci-dessus, la Banque imputera une indemnité dont le tarif est fixé et communiqué par la Banque.

2.3.8. Mesures de protection des titres en dépôt à la Banque

La Banque veille à ce que les titres qui lui sont confiés par le client soient clairement enregistrés dans ses livres et à ce qu'ils soient clairement dissociés des titres qui lui appartiennent et de ceux qui lui sont confiés par d'autres personnes.

Lorsque la Banque fait appel à des tiers pour la conservation des titres (voir article 2.3.9.), elle veille à ce que les titres qui lui sont confiés par ses clients ne soient pas inscrits sur les mêmes comptes que les titres qui lui appartiennent personnellement.

Les titres mis en dépôt par le client ne seront pas utilisés par la Banque dans le cadre de transactions de financement de titres pour son propre compte ou pour le compte d'un autre client.

Par ailleurs, la Banque a adhéré au système de protection des dépôts et des instruments financiers. En principe, les clients peuvent récupérer l'intégralité de leurs titres sur un compte chez AXA lors de la faillite de la Banque. Si exceptionnellement cette récupération ne serait pas possible, la Caisse de Protection des Dépôts et Instrument Financiers interviendra à concurrence de 20.000 eur au maximum. La perte éventuelle en valeur des titres par rapport au prix d'achat n'est pas couverte par le fonds de protection. Le client peut retrouver plus de renseignements sur www.fonds.de.protection.be.

2.3.9. Tiers dépositaires auxquels la Banque fait appel

La Banque fait appel à d'autres organismes pour la conservation de titres. Elle garantit qu'elle fait preuve du soin nécessaire dans le choix de ces organismes et qu'elle effectue le suivi précis et régulier des inscriptions sur le compte des clients auprès de ces organismes. Sans préjudice de cette obligation de la Banque, elle ne peut être tenue pour responsable des erreurs ou de l'insolvabilité du tiers dépositaire.

En règle générale, la Banque ne fait appel, pour la conservation des titres de ses clients, qu'à des établissements de crédit et/ou des entreprises d'investissement et/ou de liquidation soumis au droit de l'Union européenne, sauf lorsque la provenance particulière des titres rend nécessaire leur conservation par un tiers sis en dehors de l'Union européenne.

L'inscription des titres du client sur le compte d'un tiers dépositaire peut engendrer l'application du droit national de ce dernier ou du lieu de la conservation. Lors du choix du tiers dépositaire, la Banque s'assure dans la mesure du possible que les intérêts du client

ne soient pas inutilement compromis par le droit national du dépositaire ou du lieu de conservation.

La Banque est responsable du choix du tiers dépositaire. Elle n'est pas responsable vis-à-vis du client des conséquences d'une procédure d'insolvabilité éventuellement engagée contre le tiers dépositaire. Le cas échéant, la Banque mettra tout en œuvre pour qu'il soit procédé dans les meilleurs délais à la déclaration et au recouvrement dans le cadre de la procédure d'insolvabilité locale. Si, en dépit de ces mesures et des actions de la Banque, un nombre insuffisant de titres peut être récupéré dans le cadre d'une telle procédure d'insolvabilité pour pouvoir satisfaire tous les clients de la Banque, la répartition se fera au prorata. Le cas échéant, la Banque fournira à chaque client concerné les pièces destinées à lui permettre de continuer à faire valoir ses droits.

Les titres des clients de la Banque sont conservés auprès du tiers dépositaire sur un compte individualisé du client et gardé séparé des comptes que la Banque détient elle-même auprès du tiers dépositaire ou les comptes de ce tiers dépositaire-même.

Ce qui est mentionné ci-dessus, n'est pas d'application pour les parts d'un fonds commun de placement BNP Paribas B Pension (épargne-pension) de clients, qui sont détenus auprès de BNP Paribas Fortis sur un compte globale (omnibus) au nom de la Banque.

2.3.10. Clients ayant qualité de contribuables américains

Afin d'éviter les obligations de rapportage FATCA⁶ au fisc américain, la Banque résiliera sa relation avec le client dans le cadre de ce règlement, en respectant un préavis de 2 mois, dès qu'elle aura appris que le client est devenu un contribuable américain.

Les titres pour lesquels le client n'a pas encore donné d'instruction de transfert à l'expiration de cette période de préavis mentionnée ci-avant, restent toujours disponibles auprès de la Banque par l'intermédiaire de l'agent. Jusqu'à ce moment, ces titres, ou le cas échéant le capital des titres entre-temps échus et les intérêts ou les dividendes à payer, seront simplement conservés par la Banque, sans générer d'intérêts supplémentaires.

La Banque se réserve le droit d'imputer des frais de garde selon les tarifs en vigueur au sein de la Banque pour les droits de garde. Ils peuvent être imputés sur la contre-valeur des titres échus, des intérêts ou des dividendes payés.

Article 2.4: Gestion de titres détenus sur le compte [et le suivi administratif d'actions coopératives qui ont été inscrites dans le registre des actionnaires auprès de l'émetteur][modifié le 13 juin 2022]

2.4.1. Gestion administrative

La gestion administrative par la Banque des titres reçus en dépôt comprend:

- la conservation des titres, comme décrit à l'article 2.3.;
- les opérations de régularisation obligatoire (notamment la division, la conversion obligatoire, le changement de nom, l'obtention des titres attribués gratuitement, ...);

⁶ Foreign Account Tax Compliance Act

- l'encaissement des intérêts, dividendes et autres produits, ainsi que le paiement du capital à l'échéance;
- la vérification des tirages et calls;
- le versement des montants correspondants sur le compte lié.

La Banque informe le client par écrit ou par homebanking des opérations de régularisation facultative (notamment dividendes optionnels, offres publiques d'achat, souscriptions avec droits, ...) dans la mesure où elle en a connaissance. Ce devoir d'information ne s'applique pas aux opérations de régularisation des organismes de placement collectif.

La Banque gère ces opérations de régularisation facultatives conformément aux instructions du client, pour autant que celles-ci lui parviennent dans le délai imparti. A défaut, elle se conforme à l'instruction type décrite dans la lettre.

La Banque n'est pas tenue à l'exécution d'autres opérations que celles énumérées ci-dessus. A l'exception des cas de service nommée tel que décrit à l'article 2.3.7., ou quand la Banque constaterait que le client ne ferait plus partie du marché cible du titre, la Banque n'est en outre pas tenue d'informer le client d'avis qu'elle recevrait au sujet de procédures et/ou événements relatifs à des titres ou à des émetteurs tels que:

- procédure d'insolvabilité (ex. Chapitre 11)
- class action
- un changement de rating de titres inscrits sur un compte-titres.

La Banque ne peut par conséquent être tenue pour responsable si elle n'informe pas le client de tels avis, même si la Banque devait à titre occasionnel ou même répétitif, communiquer de tels événements au client.

En outre, il n'incombe pas à la Banque de conseiller ni d'assister le client dans de tels cas.

La Banque ne donne pas de conseil ou d'assistance administrative à cet effet.

[Le suivi administratif par la Banque des actions coopératives, inscrites dans le registre des actionnaires de l'émetteur comprend :

- la notation de telles souscriptions sur un compte coopérateur au nom du client ouvert auprès de la Banque dès que la Banque reçoit de l'émetteur la confirmation définitive de l'inscription de cette inscription dans son registre des actionnaires ;
- la confirmation de cette inscription au client ;
- le débit du compte lié pour le paiement des actions coopératives ;
- le crédit du compte lié pour le versement de dividendes et l'encaissement du capital en cas de démission ;
- la mise à disposition et/ou l'envoi de tout type d'information de la part de l'émetteur selon les mêmes modalités que celles décrites à l'article 2.4.2.

Le compte coopérateur auprès de la Banque sera clôturé lors du dernier paiement du dividende suite à la démission complète du client de la société coopérative ou au décès du client. Le décès du client entraînera la vente des actions coopératives par l'émetteur et le crédit du compte lié auprès de la Banque de la valeur des actions vendues][modifié le 13 juin 2022]

2.4.2. Confirmation d'exécution d'ordre, envoi de relevés de titres en compte et des frais et charges totaux imputés ayant trait à ces titres et services

d'investissements et rapports périodiques quant au portefeuille

Toute transaction effectuée sur un compte-titres, un compte bons de caisse ou un compte d'épargne-pension est confirmée au client au moyen d'un bordereau d'exécution.

Chaque fois que la Banque le juge utile et au moins quatre fois par an (après le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre, le 31 décembre), un relevé des titres détenus sur le compte-titres, sur le compte bons de caisse ou sur le compte d'épargne-pension est adressé au client.

La Banque fournit au client au minimum 1 fois par an un relevé de tous les frais et charges liés aux services d'investissements et aux titres sur son compte-titres, compte bons de caisse et/ou compte d'épargne-pension.

Ces coûts totaux sont exprimés dans 1 montant et dans 1 pourcentage et sont basés sur les coûts et charges réels imputés au client.

Sur ce relevé de coûts et charges, la Banque mentionne également :

- le montant réel et le pourcentage des paiements et, le cas échéant, les avantages qu'elle a reçus de tiers (voir partie 4 de ce règlement) ayant trait aux titres que le client détient sur son compte-titres, son compte bons de caisse et son compte d'épargne-pension
- une illustration qui reflète l'effet cumulatif de ces coûts et charges sur le rendement de son (ses) investissement(s).

En cas de résiliation de la relation client, la Banque fournira le plus rapidement possible le relevé des coûts et charges pour la période écoulée.

Le client peut demander de ce relevé de coûts et charges un détail via Customer Relations à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

La Banque fournit au client qui a reçu un conseil en investissement avec dimension portefeuille au minimum 1 fois par an un rapport comment le portefeuille du client se situe par rapport au portefeuille-modèle, comme mentionné à l'article 1.6.2.1.

Les bordereaux, les relevés et les rapports susmentionnés sont expédiés à l'adresse communiquée par le client, au prix renseigné dans la liste des tarifs. La Banque présume que le client a pris connaissance du contenu des documents susmentionnés dans les 30 jours suivant la date du document et a signalé des éventuelles erreurs ou irrégularités au plus tard 60 jours après cette date.

Le client qui a également accès à homebanking/mobile banking peut choisir de recevoir, imprimer et sauvegarder au format électronique les bordereaux d'exécution. Ce choix implique qu'il ne recevra plus les bordereaux en leur version papier. Le choix est posé par compte-titres séparément et peut être révoqué à tout moment.

Pour le client qui a également accès à homebanking/mobile banking, les relevés et rapports susmentionnés seront envoyés à la boîte aux lettres digitale, à moins que le client n'ait explicitement déclaré par l'intermédiaire de l'agent ou de Customer

Care de la Banque (03/286.66.55) qu'il souhaitait encore recevoir ce relevé et/ou rapports sur papier. Le cas échéant, il recevra ce relevé à la fois sur papier et par voie électronique. Pour toutes les autres dispositions relatives à la boîte aux lettres digitale, la Banque fait référence aux dispositions ayant trait à la boîte postale digitale. du règlement homebanking.

Les bordereaux, relevés et rapports électroniques du compte-titres restent au moins 1 an à la disposition du client dans homebanking. Le client peut les imprimer et les sauvegarder pendant cette période. Si après un an, ces documents ne devaient plus être disponibles, le client peut toujours en demander un duplicata par le biais de l'agent au prix mentionné dans la liste des tarifs.

Le client s'engage à consulter au moins tous les 30 jours ses bordereaux et relevés mis à sa disposition par voie électronique et à prendre connaissance des transactions et communications qui y figurent. Sauf contestation écrite dans les 60 jours suivant la date du document, la Banque partira définitivement du principe que le client est d'accord sur son contenu.

2.4.3. Application de la valeur

La date valeur est la date d'échéance, s'il s'agit d'un jour bancaire ouvrable. Si la date d'échéance n'est pas un jour bancaire ouvrable, le compte est crédité avec valeur le premier jour bancaire ouvrable suivant. Toutefois, la Banque se réserve le droit d'attendre le paiement des dividendes, des intérêts et du capital par le correspondant.

Pour l'application de la valeur de titres régis par le biais d'une prospection d'émission, la Banque fait référence aux prospectus respectifs.

3ème PARTIE: CONFLITS D'INTERETS

Un conflit d'intérêts qui survient lors de services d'investissement est un conflit entre, d'une part, l'intérêt d'un client ou des clients entre eux et, d'autre part, un intérêt de la Banque ou d'une entreprise au sein du groupe auquel appartient la Banque ou encore d'un administrateur, d'un dirigeant effectif, d'un travailleur salarié ou d'un agent et à la suite duquel le client subit un préjudice.

La Banque consigne dans un inventaire tous les conflits d'intérêts pouvant se produire dans la(les) relation(s) précitée(s). Pour chacun de ces conflits d'intérêts potentiels, des procédures ont été élaborées et des mesures prises afin de les prévenir ou de les gérer. Ces procédures et mesures sont décrites dans la note de politique générale de la Banque relative aux conflits d'intérêts.

Lorsque, lors de l'accomplissement d'un service d'investissement, un conflit d'intérêts se produit ou peut se produire, entraînant un risque réel d'atteinte aux intérêts du client, et si ce conflit ne peut être évité ou est ingérable, la Banque notifie le conflit d'intérêts au client touché avant d'exécuter la transaction.

La Banque tiendra à jour dans un registre les données relatives au conflit d'intérêts constaté.

La note de politique générale mentionnée ci-dessus fait l'objet d'une évaluation annuelle et d'une adaptation, si nécessaire. L'inventaire correspondant est également actualisé lors de cette évaluation.

Des précisions sur la politique générale sont communiquées par écrit au client qui en fait la demande expresse.

4ième PARTIE: LES AVANTAGES RECUS DE TIERS OU PAYES A DES TIERS

La Banque distribue des OPC (Sicav's, fonds communs de placement et fonds d'épargne-pension) de gestionnaires dont elle peut percevoir des indemnités et éventuellement des avantages.

Si la Banque perçoit de tels indemnités et avantages, le client est avisé en temps utile du genre, de la nature, du montant ou du mode de calcul éventuel de telles indemnités et le cas échéant d'une description des petits avantages non-liquides via les relevés des charges et coûts, comme mentionnés dans l'article 1.4. et 2.4.2. de ce règlement.

Le client peut recevoir plus d'infos sur sa demande sur les avantages reçus de tiers par la Banque via Customer Relations, à l'adresse suivante : Customer Relations, AXA Bank, Grotesteenweg 214, 2600 Berchem ou customer.relations@axa.be.

5ème PARTIE: DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES A L'EPARGNE-PENSION

Article 5.1: Ouverture du compte d'épargne-pension

Par compte d'épargne-pension, il faut entendre le compte d'épargne collectif prévu à l'article 145/16 du Code des impôts sur les revenus (CIR). Ce compte est soumis aux règles fiscales contenues dans les articles 145/8 à 145/16 CIR et leurs amendements éventuels.

Le compte d'épargne-pension est ouvert pour chaque résident belge ou résident de l'Espace économique européen âgé de 18 à 65 ans, qui effectue des versements dans le but de bénéficier d'un abattement fiscal, comme visé à l'article 145/1,5° CIR. Les conditions d'âge doivent être remplies au 31 décembre de la période imposable.

Le compte d'épargne-pension ne peut être ouvert qu'au nom d'une seule personne et
-avec un conseil en investissements, comme mentionné à l'article 1.6.2. de ce règlement
- sans conseil en investissements mais avec évaluation du caractère approprié, dont question dans l'article 1.7. de ce règlement.

Article 5.2: Versements sur le compte d'épargne-pension

Les versements que le client effectue sur son compte d'épargne-pension sont convertis en parts d'un fonds commun de placement de droit belge. Tenant compte de la tolérance au risque du client, il a le choix entre BNP Paribas B Pension Stability, BNP Paribas B Pension Balanced ou BNP Paribas B Pension

Growth⁷. Cette conversion se fait sous forme de souscriptions nominatives à un compte d'épargne collectif: le compte d'épargne-pension d'AXA Banque.

Le total des versements annuels effectués sur le compte d'épargne-pension du client ne peut pas excéder le plafond fiscal. Ce dernier sont les montants fixés à l'article 145/8 du Code des impôts sur les revenus.

Lorsque des versements sont effectués sur un compte d'épargne-pension unique, et que ceux-ci dépassent le plafond fiscal autorisé, la Banque remboursera automatiquement les montants excédentaires sur le compte paiements lié au compte d'épargne-pension.

Le client a le choix de verser les montants annuels maximum permis par l'administration fiscale en une fois et de façon récurrente partant du compte paiements lié au compte d'épargne-pension.

La Banque tient compte dans sa communication et dans ses systèmes du montant/des sommes maximales admis légalement qui peut/peuvent varier d'une année de revenus à l'autre.

Article 5.3: Transferts d'un fonds d'épargne-pension vers un autre

Le CIR et ses arrêtés d'exécution définissent le régime fiscal appliqué aux transferts.

Les transferts sont exécutés à la demande expresse du client au moyen des documents bancaires conçus à cet effet. Les transferts seront toujours complets. La Banque n'accepte pas de transferts partiels.

Dans le cas d'un transfert d'un compte d'épargne-pension vers un compte d'épargne-pension ouvert auprès d'un autre établissement financier, la Banque peut imputer des frais en fonction du tarif mentionné dans la liste des tarifs de la Banque.

Des transferts entre des fonds d'épargne-pension de la Banque peuvent seulement être réalisés avec conseil en investissements, comme mentionné à l'article 1.6.2 de ce règlement.

Article 5.4: Ventes

Les ventes sont effectuées à la demande expresse du client au moyen des documents bancaires conçus à cet effet et sont assujetties aux règles fiscales définies dans le CIR.

6^{ème} partie : DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AU PLAN D'INVESTISSEMENT (achat fractionné)

Article 6.1. : Ouverture d'un plan d'investissement

Avant d'être en mesure d'ouvrir un plan d'investissement, le client est tenu de disposer d'un compte-titres auprès de la Banque, sur lequel les titres acquis dans le cadre du plan d'investissement peuvent être inscrits. Le client est également tenu de disposer d'un compte à vue ou d'épargne lié au compte-titres. Toutes les opérations de paiement relatives aux transactions de titres s'effectueront via ce compte.

Le client a la possibilité par plan d'investissement d'investir régulièrement et automatiquement un montant fixe dans plusieurs compartiments d'OPC (ci-après nommés fonds). Ces fonds font toujours partie de l'offre avec conseil de la Banque, comme mentionné à l'article 1.2. de ce règlement. Dans le cadre du conseil en investissements, la Banque proposera au client, uniquement les fonds qui sont soit en ligne avec la répartition optimale parmi les différentes classes d'actifs, comme défini à l'article 1.6.2.1., ou qui soit suivent une politique d'investissement qui se rapproche étroitement de la stratégie d'investissement que le client veut suivre. Le client a la possibilité, lors de l'ouverture du plan d'investissement, d'introduire par fonds une fréquence d'investissement (mensuelle, trimestrielle, semestrielle et annuelle) et un montant à investir de minimum 25 eur (frais inclus). De plus, le client peut introduire par fonds une date de début (= date de 1^{ère} exécution) et une date de fin. Le mois de la date de fin est le dernier mois pendant lequel des achats seront effectués. Si le client n'introduit pas de date de fin, l'investissement dans le fonds continue de façon illimitée suivant la fréquence et le montant indiqués.

Tous les ordres qui font partie d'un plan d'investissement seront toujours exécutés le 5^{ème} jour calendrier du mois ou le premier jour ouvrable suivant (en fonction de la clôture du fonds concerné).

Un plan d'investissement avec conseil en investissements peut uniquement être ouvert chez un agent bancaire.

Un plan d'investissement peut également être ouvert à l'initiative du client, par homebanking et mobile banking. Pour des transactions d'achat, la Banque mettra quelques écrans d'information à disposition qui aident le client lors de son choix de fonds. Mais la Banque ne se prononce pas sur l'adéquation du choix effectué par le client. Ces écrans informatifs ne peuvent donc pas être considérés comme conseil en investissement. Des modalités supplémentaires du plan d'investissement ouvert dans homebanking ou mobile banking sont reprises dans le règlement homebanking et dans le règlement mobile banking.

Article 6.2. Devoir d'information de la Banque

Tous les devoirs d'information qui ont déjà été décrits dans ce règlement, sont également intégralement d'application sur les transactions et services d'investissement dans le cadre d'un plan d'investissement.

Article 6.3. Modification et résiliation du plan d'investissement

En principe, le client peut modifier les éléments suivants de son plan d'investissement :

Via le canal par lequel il a ouvert le plan d'investissement :

- ajouter ou supprimer un (des) fonds

Via homebanking ou mobile banking quel que soit le canal par lequel le plan d'investissement a été ouvert

- modifier le montant d'investissement par fonds, pour autant que le montant ne soit pas inférieur à 25 eur (frais inclus)

⁷ Jusqu'au 14 décembre 2015, ils étaient commercialisés sous le nom commercial AXA B Pension Fund Stability, AXA B Pension Fund Balanced et AXA B Pension Fund Growth

- modifier la fréquence d'investissement par fonds
- introduire une date de fin ou modifier cette date vers une date ultérieure
- Modifier la date de 1^{ère} exécution vers une date ultérieure, pour autant que cette date ne soit pas encore atteinte,

Le client peut également résilier à tout moment son plan d'investissement via n'importe quel canal. Ceci implique que les investissements automatiques dans le plan d'investissement sont suspendus. Les parts de fonds déjà achetées restent inscrites sur le compte-titres du client, aussi longtemps qu'il n'a pas donné d'ordre de vente. Les ordres de vente sont exécutés selon les règles décrites dans le prospectus concerné.

7ème PARTIE: DISPOSITIONS SPECIFIQUES RELATIVES AUX BONS DE CAISSE EMIS PAR LA BANQUE⁸

Les bons de caisse sont émis sous forme dématérialisée. Pour les bons de caisse émis par la Banque, la Banque intervient elle-même comme le sommet de la pyramide de ces titres (c'est-à-dire en

tant que membre affilié au sens de l'arrêté royal coordonné n° 62 du 10 novembre 1967).

Un bon de caisse est productif d'intérêts à partir de sa date d'émission. La date d'émission peut être choisie entre le premier jour du mois de la souscription et le premier jour du mois suivant.

Si un bon de caisse est émis le premier jour du mois suivant le mois de la souscription, la Banque alloue un intérêt pour la période qui s'étend entre la date de souscription et la date d'émission, mais à concurrence de 30 jours au maximum.

Si un bon de caisse est émis le premier jour du mois de la souscription, le client est redevable à la Banque d'un intérêt pour la période qui s'étend entre la date d'émission et la date de souscription. Si le taux d'intérêt subi une modification, le client ne peut plus souscrire aux bons de caisse émis avant le changement de taux.

A l'exception du bon de capitalisation, les coupons sont payables annuellement et lors de la souscription, le client est invité à choisir entre la capitalisation des intérêts et leur paiement sur son compte lié.

⁸ Sauf communication autre aux clients, plus aucun bon de caisse ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions de la partie 7 de ce

règlement s'appliquent aux bons de caisse qui ont été précédemment émis par la Banque..

Annexe: Synthèse de la politique d'exécution et de transfert des ordres relatifs aux instruments financiers en vigueur chez AXA Banque pour les clients non professionnels

1. Contexte

La directive "Markets in Financial Instruments II" ("MiFID II") exige qu'AXA Banque, ci-après dénommée la Banque, s'engage avec loyauté, équité et professionnalisme à agir dans l'intérêt de ses clients lors de l'exécution de services d'investissement. Cela implique notamment que lors de l'exécution des ordres, la Banque doit prendre des mesures suffisantes pour obtenir pour ses clients le meilleur résultat possible. Ce principe est qualifié "d'exécution optimale" ou "best execution".

Pour satisfaire à l'obligation de "best execution", la Banque a développé une politique d'exécution et de transfert d'ordres.

2. Champ d'application de la politique d'exécution et de transfert d'ordres

La politique d'exécution et de transfert d'ordres est applicable à tous les ordres relatifs à des instruments financiers, que la Banque qualifie de "titres", tant en interne que dans sa communication avec les clients, et qui peuvent être placés auprès de la Banque par des clients non professionnels (ou des clients retail), soit par l'intermédiaire d'un agent bancaire AXA, soit dans AXA homebanking ou mobile banking. Cette politique ne s'applique pas aux clients pouvant être qualifiés de professionnels. **Ce document comprend une synthèse des principaux éléments de cette politique générale.**

3. Approche de la Banque

3.1. Généralités

Dans le cadre de sa politique d'exécution et de transfert d'ordres, la Banque a élaboré des dispositions qui veillent à ce que les ordres de ses clients (en fonction des caractéristiques de l'ordre) soient:

- exécutés sur les lieux d'exécution⁹ qui produisent le meilleur résultat possible (= **exécution directe**). Un lieu d'exécution peut être par exemple une bourse, une plateforme de négociation, une autre entreprise ou éventuellement la Banque elle-même; et/ou
- transmis à d'autres entreprises qui se chargeront de leur exécution et qui, lors de cette exécution, obtiendront de manière cohérente le meilleur résultat possible (désignées sous le nom d'exécuteurs d'ordres) (= **exécution indirecte**).

La Banque souhaite attirer l'attention de ses clients sur le fait qu'elle s'acquittera de son obligation de "best execution" en exécutant les ordres conformément aux réglementations mentionnées ci-dessous, même si, dans une situation exceptionnelle donnée, cela ne produit pas le meilleur résultat possible pour le client concerné. En effet, l'obligation de "best execution" implique de faire le nécessaire pour obtenir de façon cohérente le meilleur résultat possible pour les ordres de clients et non d'obtenir le meilleur résultat possible pour chacun des ordres.

3.2. Processus de sélection des lieux d'exécution et des exécuteurs d'ordres

Afin de déterminer sur quels lieux d'exécution un ordre sera exécuté ou à quel exécuteur d'ordres un ordre sera transféré, la Banque a élaboré un processus de sélection de lieux d'exécution et d'exécuteurs d'ordres.

3.2.1. Contre-prestation totale comme critère du meilleur résultat possible

Le processus de sélection du lieu d'exécution et des exécuteurs d'ordres est basé sur le principe de "contre-prestation totale". Cela signifie que pour l'exécution d'ordres, les lieux d'exécution et exécuteurs d'ordres sélectionnés seront ceux qui fournissent (fourniront) de façon cohérente le meilleur résultat possible en termes de contre-prestation totale. La contre-prestation totale comprend:

- le prix du titre sur lequel porte l'ordre, c'est-à-dire le prix qui devra être payé en cas d'achat et le prix qui sera perçu en cas de vente; et
- les frais liés à l'exécution, c'est-à-dire toutes les dépenses à charge des clients et qui sont en relation directe avec l'exécution des ordres (comme notamment les indemnités qui doivent être payées à des lieux d'exécution et des exécuteurs d'ordres).
- les volumes disponibles sur les différents lieux d'exécution.

3.2.2. Facteurs

3.2.2.1. Sélection des lieux d'exécution

Afin de déterminer quels lieux d'exécution donne(ro)nt le meilleur résultat possible, la Banque tient compte des facteurs suivants, qu'elle juge déterminants pour la qualité d'exécution d'un ordre (c'est-à-dire les "facteurs d'exécution"):

- le prix du titre sur lequel porte l'ordre;

⁹ Chaque marché réglementé, MTF, internalisateur systématique, un teneur de marché ou autre fournisseur de liquidité ou une entité en dehors de l'espace économique européen qui s'acquitte de fonctions similaires à celles des autres participants susmentionnés.

- les frais liés à l'exécution;
- la rapidité et la probabilité d'exécution de l'ordre¹⁰;
- la rapidité et la probabilité du règlement de l'ordre¹¹;
- l'ampleur de l'ordre.
- la nature de l'ordre.

I

Les facteurs susmentionnés n'ont cependant pas tous le même poids dans le processus de sélection de lieux d'exécution. Cela signifie que certains facteurs pèseront plus lourd que d'autres lors de la sélection. Pour la détermination du poids des différents facteurs, la Banque applique les règles suivantes:

1. Conformément au principe de "contre-prestation totale" (décrit ci-dessus), le prix et les frais d'exécution sont en principe les facteurs sur la base desquels les lieux d'exécution sont sélectionnés.
2. D'autres facteurs d'exécution seront pris en considération lors de la sélection, pour autant qu'ils contribuent à l'obtention du meilleur résultat possible, vu la contre-prestation totale et lorsqu'il en va de l'intérêt des clients. Cela dépendra:
 - des caractéristiques de l'ordre;
 - des caractéristiques du titre concerné;
 - des caractéristiques des lieux d'exécution possibles.

L'application des principes ci-dessus peut avoir pour effet que le meilleur résultat possible pour les ordres sur titres négociés sur un marché réglementé¹² et/ou un système multilatéral de négociation¹³ peut être obtenu en exécutant ces ordres en dehors de ces marchés (par exemple par l'exécution des ordres par la Banque elle-même). La Banque n'utilisera toutefois ce mode d'exécution que si les clients y ont expressément consenti par la signature d'un document d'ordre, sur lequel le lieu d'exécution est explicitement mentionné.

3.2.2.2. Sélection des exécuteurs d'ordres

Pour déterminer les exécuteurs d'ordres qui seront sélectionnés pour l'exécution des ordres des clients, la Banque tient compte des éléments suivants, jugés déterminants pour la qualité d'exécution que pourra fournir un exécuteur d'ordres:

- la possibilité pour l'exécuteur d'ordres d'obtenir logiquement le meilleur résultat possible dans l'exécution d'ordres de clients en termes de contre-prestation totale;
- la fiabilité du service de l'exécuteur d'ordres;
- les frais que cet exécuteur d'ordres imputera pour l'exécution de transactions;
- la réglementation et le contrôle auxquels est soumis l'exécuteur d'ordres;
- la réputation de l'exécuteur d'ordres; la stabilité financière de l'exécuteur d'ordres.
- la banque prend en compte, entre autres, les rapports, contenant les données relatives à la qualité d'exécution des transactions, lesquels doivent être publiés au moins une fois par an par les exécuteurs d'ordres.

3.3. Lieux d'exécution sélectionnés

3.3.1. Généralités

En application de son processus de sélection de lieux d'exécution, la Banque a déterminé pour chaque titre (ou catégorie de titres) pour lequel elle accepte des ordres les lieux d'exécution où seront exécutés les ordres des clients. Un aperçu des lieux d'exécution sélectionnés est repris au point 7.

En cas de force majeure ou de situations d'urgence, il est toutefois possible que la Banque ne puisse pas exécuter un ordre de la façon décrite dans le présent document. Dans de telles situations, la Banque tentera d'obtenir pour le client le meilleur résultat possible, compte tenu des circonstances.

3.3.2. Contrôle et évaluation de l'exécution directe d'ordres

La Banque contrôle régulièrement l'efficacité de sa politique et des dispositions pour l'exécution directe d'ordres afin de détecter et de corriger les manquements éventuels. Concrètement, cela signifie qu'elle vérifie d'une part si des ordres sont exécutés en application de la politique et d'autre part, si le meilleur résultat possible est généralement obtenu de façon logique.

¹⁰ Exécution d'un ordre = la conclusion d'un contrat de vente ou d'achat d'un ou plusieurs titres ou de l'exécution d'un acte souhaité par le client (comme par exemple l'arbitrage d'un titre par un autre titre).

¹¹ Règlement d'un ordre = le paiement du prix dû et la réception des titres dus (ou l'inverse, le cas échéant).

¹² Un système multilatéral qui est exploité ou géré par une entreprise du marché, relevant du droit belge ou du droit d'un autre Etat membre de l'Espace économique européen et qui organise ou facilite la rencontre de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des titres, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats (p.ex. Euronext Bruxelles).

¹³ un système multilatéral qui est exploité par une entreprise d'investissement, un établissement de crédit ou un opérateur de marché et qui assure la rencontre de multiples intérêts acheteurs et vendeurs exprimés par des tiers pour des titres, d'une manière qui aboutisse à la conclusion de contrats

En complément de ce qui précède, la Banque évalue aussi au moins une fois par an sa politique et ses dispositions pour l'exécution directe d'ordres afin de vérifier si cette politique et ces dispositions sont encore suffisantes pour une exécution optimale des ordres. Cette évaluation sera également réalisée lorsque des changements significatifs surviennent dans les possibilités d'obtenir logiquement une meilleure exécution sur les lieux d'exécution sélectionnés.

3.4. Sélection des "exécuteurs d'ordres"

3.4.1. Généralités

En vue de la réalisation d'économies d'échelle, de l'abaissement des frais d'exécution et de la cohérence de la qualité d'exécution, la Banque a choisi de transmettre tous les ordres qu'elle ne peut exécuter elle-même sur un lieu d'exécution à un seul "exécuteur d'ordres". L'exécuteur d'ordres sélectionné est **Leleux Associated Brokers**, une société de bourse de droit belge.

[« L'exécuteur d'ordres » en cas d'actions coopératives est cependant l'émetteur même de ces actions.][modifié le 13 juin 2022]

Le point 7 donne un aperçu des ordres qui sont transmis à Leleux Associated Brokers/l'émetteur des actions coopératives.

Enfin, il y a lieu de faire remarquer que la Banque ne donnera en principe jamais à Leleux Associated Brokers d'instructions spécifiques sur la façon dont les ordres doivent être exécutés, sauf lorsqu'il s'agit d'instructions spécifiques des clients.

3.4.2. Contrôle et évaluation de l'exécution indirecte d'ordres

La Banque a pris les mesures nécessaires pour veiller à ce que le transfert d'ordres à Leleux Associated Brokers produise généralement et logiquement le meilleur résultat possible pour ses clients.

Cela implique notamment:

- le contrôle de la qualité d'exécution de Leleux Associated Brokers pour détecter et corriger les manquements éventuels; et
- l'exécution d'une évaluation annuelle pour déterminer si le transfert d'ordres à Leleux Associated Brokers suffit encore pour satisfaire à l'obligation de best execution.

3.5. Instructions spécifiques

La Banque offre à ses clients la possibilité de donner des instructions spécifiques relatives à certains aspects d'un ordre (tels que le cours limite ou le lieu d'exécution). La transmission de telles instructions est une exception à la règle type de best execution. Cela se fait toujours à la demande explicite du client. Dans certains cas exceptionnels, inhérents aux règles du marché d'un lieu d'exécution, des instructions spécifiques doivent être données (p.ex. volume minimum). Si ces instructions n'ont pas été données lors du transfert de l'ordre, l'ordre sera annulé et le client en sera informé.

La Banque accepte que le client donne les types d'instructions spécifiques suivants:

Exécution d'un ordre sur un lieu d'exécution déterminé	L'ordre sera exécuté sur le lieu d'exécution sélectionné par le client.
Ordre "au meilleur cours"	Un ordre qui sera exécuté dans la mesure du possible immédiatement au prix actuel du marché. La part de l'ordre qui n'a pas pu être exécutée, sera exécutée au niveau de prix supérieur, etc. jusqu'à ce que l'ordre ait été complètement exécuté.
Ordre au cours limite	Un ordre qui ne peut être exécuté sur le marché que si la limite indiquée a au moins été atteinte.
Ordre stop (loss)	Un ordre d'achat ou de vente d'instruments financiers qui ne devient actif qu'au moment où le cours atteint un niveau de prix déterminé. Une fois ce niveau atteint, l'ordre sera immédiatement exécuté.
Ordre "stop limit"	Un ordre d'achat ou de vente d'instruments financiers qui ne devient actif qu'au moment où le cours atteint un niveau de prix déterminé et ne sera exécuté que lorsque la limite indiquée est atteinte.
Ordre "au cours du jour" (ordre normal)	Un ordre qui sera dans la mesure du possible exécuté immédiatement au prix actuel du marché. En cas d'exécution partielle, la partie non exécutée sera convertie en ordre à cours limite au dernier prix d'exécution.

La possibilité de donner les types d'instructions spécifiques ci-dessus dépend du type d'instrument financier auquel se rapportent l'ordre, du service d'investissement fourni et des règles applicables sur le marché (si elles sont pertinentes). Lorsqu'un client donne une instruction spécifique pour l'exécution de son ordre, la Banque exécutera cet ordre conformément à cette instruction spécifique ou transmettra l'ordre accompagné de l'instruction non modifiée à Leleux Associated Brokers (selon le cas). Ainsi, la Banque respectera toutes ses obligations en matière d'exécution d'ordres pour les aspects de l'ordre auxquels se rapportent les instructions spécifiques. L'obligation de best execution demeure toutefois inchangée pour les autres aspects de l'ordre.

ATTENTION: La communication d'instructions spécifiques peut avoir pour conséquence que les mesures prises par la Banque et/ou Leleux Associated Brokers en vue de l'exécution optimale des ordres ne donnent pas lieu à l'obtention du meilleur résultat possible. Les clients doivent dès lors être conscients que la transmission d'instructions spécifiques peut avoir des conséquences négatives dans certains cas, notamment au niveau du prix, de la probabilité et de la rapidité d'exécution ainsi que des frais de transaction à payer.

3. Groupement d'ordres

La Banque groupe les ordres de clients avec les ordres d'autres clients et/ou ses propres ordres dans certaines circonstances (notamment les souscriptions et rachats de parts dans des OPC, les souscriptions primaires à des obligations). La Banque n'agit ainsi que parce que le groupement n'a pas d'impact négatif sur les clients concernés. En cas de sursouscription à l'émission sur le marché primaire, il se peut qu'une redistribution du volume souhaité par le client souscripteur doive avoir lieu. A cet effet, la Banque a développé une politique de répartitions d'ordres qui prévoit une répartition équitable aux ordres individuels.

Sur le marché secondaire, la Banque ne procède pas à des groupements d'ordres.

4. Consentement des clients

La Banque ne peut exécuter les ordres des clients que si ces derniers ont consenti à sa politique d'exécution et de transfert des ordres. Ce sera le cas lorsque les clients donnent leur accord sur le contenu de ce document (qui décrit les principaux aspects de la politique d'exécution et de transfert d'ordres de la Banque). Les clients ne seront présumés être d'accord sur le contenu de ce document que lorsque, à la suite de l'ouverture d'un compte-titres ou d'un compte d'épargne-pension, ils adhèrent explicitement au Règlement des services d'investissement ainsi qu' à la présente annexe, après avoir pu prendre connaissance du contenu de ce document.

Les clients peuvent demander à la Banque de prouver que leurs ordres ont été exécutés conformément à la politique mentionnée ci-dessus. Pour de telles demandes, les clients doivent s'adresser à un agent bancaire AXA à qui leur ordre a été transmis ou via Customer Care. La Banque n'est toutefois tenue de donner suite à de telles demandes que si celles-ci concernent des ordres exécutés par la Banque elle-même.

5. Modification de la politique

La politique d'exécution et de transfert d'ordres exposée dans le présent document peut parfois être modifiée par la Banque (par exemple à la suite d'une évaluation des dispositions d'exécution d'ordres ou de modifications de la législation et de la réglementation applicables). Dans le cas où la politique subirait une modification ayant un impact considérable sur l'exécution des ordres, les clients en seront informés en temps utile et ce document sera adapté. Cette communication peut (au choix de la Banque) se faire par expédition d'une lettre, par le biais des extraits de compte ou par tout autre moyen de communication adapté.

S'il n'est pas d'accord avec ces modifications, le client peut résilier par écrit son compte-titres et/ou son compte d'épargne-pension dans un délai de 1 mois suivant la notification de la modification. Le cas échéant, le client doit donner à la Banque des instructions (de transfert) claires relatives aux titres.

La version la plus actuelle de la présente annexe peut toujours être consultée auprès d'un agent bancaire AXA ou téléchargée sur le site Internet de la Banque (www.axabank.be).

6. Informations complémentaires concernant la politique générale

Si les clients souhaitent plus d'informations sur la politique d'exécution et de transfert d'ordres (et la politique d'affectation des ordres), ils peuvent s'adresser à l'agent bancaire AXA ou directement via Customer Care).

7. Aperçu des dispositions en matière d'exécution

7.1. Bons de caisse

7.1.1. Bons de caisse émis par AXA Banque (=émetteur)¹⁴

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription	<u>Méthode d'exécution:</u> Exécution directe par AXA Banque <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution:</u> 1. Prix et coûts

¹⁴ Sauf communication autre aux clients, plus aucun bon de caisse ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions en matière d'ordre d'exécution s'appliquent aux bons de caisse qui ont été précédemment émis par la Banque.

(marché primaire)	2. Probabilité et rapidité d'exécution <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : AXA Banque
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : vente publique

7.1.2. Bons de caisse émis par d'autres établissements financiers

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : vente publique

7.2. Certificats subordonnés

7.2.1. Certificats subordonnés émis par AXA Banque¹⁵ (= émetteur)

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription (marché primaire)	<u>Méthode d'exécution</u> : Exécution directe par AXA Banque <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : AXA Banque
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : vente publique

7.2.2. Certificats subordonnés émis par d'autres établissements financiers

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : vente publique

7.3. Parts dans des organismes de placement collectif (OPC)

7.3.1. Parts d'OPC commercialisés¹⁶ par AXA Banque¹⁷

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à l'agent de transfert de l'OPC <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : L'OPC dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)
Ordres de rachat	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à l'agent de transfert de l'OPC <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus

¹⁵ Sauf communication autre aux clients, plus aucun certificat subordonné ne sera provisoirement émis par la Banque. Les dispositions en matière d'ordre d'exécution s'appliquent aux certificats subordonnés qui ont été précédemment émis par la Banque.

¹⁶ Le terme « commercialisés » est utilisé pour les titres, dont AXA Banque est le promoteur et/ou au sujet desquels nous avons conclu un accord de distribution avec l'émetteur (ou une personne qui agit au nom de l'émetteur).

¹⁷ Un aperçu détaillé des OPC que la Banque commercialise (inclus les différents compartiments) est disponible auprès de l'agent et/ou sur le site web de la Banque (www.axabank.be).

	<u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : L'OPC dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)
Ordres d'arbitrage entre compartiments	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à l'agent de transfert de l'OPC <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : L'OPC dont les parts sont converties (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)

7.3.2. Parts d'OPC non commercialisés par AXA Banque et non cotées sur un marché réglementé

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à l'agent de transfert <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : L'OPC dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)
Ordres de rachat	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à l'agent de transfert <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : L'OPC dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert de l'OPC)

7.3.3. Parts d'OPC non commercialisés par AXA Banque et cotés sur un marché réglementé

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres d'achat	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers

7.3.4. Parts de fonds d'épargne-pension commercialisés par AXA Banque¹⁸

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription	<u>Méthode d'exécution</u> : Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus. <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont achetées (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution</u> : Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension <u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u> : Respect du prospectus. <u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont vendues (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)

¹⁸ Les fonds d'épargne-pension, qui sont commercialisés par la Banque, peuvent être retrouvés chez l'agent ou via le site web de la banque (www.axabank.be), notamment : les fonds communs de placement de droit belge : BNP Paribas B Pension Stability, BNP Paribas B Pension Balanced en BNP Paribas B Pension Growth.

Ordres de conversion	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Centralisation des ordres d'exécution donnés par AXA Banque chez le gestionnaire du fonds d'épargne-pension</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: Respect du prospectus.</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : Le fonds d'épargne-pension dont les parts sont converties (ou le gestionnaire/agent de transfert du fonds)</p>
----------------------	--

7.4. Obligations

7.4.1. Obligations, instruments de dettes ou produits dérivés (notes) émis, garantis ou distribués par AXA Banque

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription (marché primaire)	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u> : AXA Banque</p>
Ordres de vente	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix dans la liste des tarifs des Investissements et auprès de leur agent bancaire AXA.</p>

7.4.2.. Euro-obligations et obligations convertibles non cotées sur un marché réglementé.

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription (marché primaire)	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p>
Ordres d'achat (marché secondaire)	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné</u>: AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix auprès de leur agent bancaire AXA.</p>
Ordres de vente	<p><u>Méthode d'exécution</u>: Exécution directe par AXA Banque</p> <p><u>Facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution</u>: 1. Prix et coûts* 2. Probabilité et rapidité d'exécution</p>

	<p><u>Lieu d'exécution sélectionné:</u> AXA Banque</p> <p>*La Banque intervient elle-même en tant que contrepartie du client. Dans le cadre de sa politique de maîtrise des conflits d'intérêts, la Banque a pris des mesures visant à ce que le prix qui sera proposé aux clients soit déterminé de façon équitable et conforme au marché. Les clients peuvent obtenir des informations complémentaires sur le mode de fixation du prix auprès de leur agent bancaire AXA.</p>
--	--

7.4.3. Emprunts d'Etat belges et bons d'Etat belges

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres de souscription (marché primaire)	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers
Ordres d'achat (marché secondaire)	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers

7.4.4. Obligations linéaires

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres d'achat (marché secondaire)	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers

7.5. Titres cotés en bourse

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres d'achat (marché secondaire)	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers
Ordres de vente	<u>Méthode d'exécution:</u> Transfert de l'ordre à Leleux Associated Brokers

[7.6. Actions coopératives

Type d'ordre	Dispositions en matière d'exécution
Ordres d'achat (marché primaire)	<p><u>Méthode d'exécution:</u> Centralisation des ordres par AXA Banque pour l'exécution auprès de l'émetteur des actions.</p> <p><u>Des facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution :</u> respect du prospectus</p> <p><u>Lieu d'exécution sélectionné :</u> la société coopérative dont les actions sont achetées et qui enregistre les acheteurs des actions nominativement dans son registre d'actionnaires.</p>
Ordres de vente	<p><u>Méthode d'exécution:</u> Centralisation des ordres par AXA Banque pour l'exécution auprès de l'émetteur des actions.</p> <p><u>Des facteurs déterminants pour la sélection du lieu d'exécution :</u> respect du prospectus</p>

	<u>Lieu d'exécution sélectionné : la société coopérative dont les actions sont vendues et qui supprime les vendeurs (= démissionnaires) des actions nominatives dans son registre d'actionnaires.][modifié le 13 juin 2022]</u>
--	---

8. Informations récentes concernant l'exécution de l'ordre

Via le lien www.axabank.be/fr/informations-juridiques/placements-documents-legaux, le client peut obtenir plus d'informations sur :

- Les 5 plates-formes d'exécution les plus importantes d'ordres/instrument financier en terme de volumes de négociation auxquelles la Banque a transmis des ordres de clients l'année précédente ou où elle a placé des ordres de clients pour exécution , ainsi que de l'information sur la qualité d'exécution perçue
- Des données récentes sur la qualité d'exécution par la Banque en tant qu'internalisateur systématique ou fournisseur de liquidité.